

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationalisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 543

Déc. 2021 Janv.-Févr. 2022

59^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- «communist program» reprend sa publication
- Mouvements contre le pass sanitaire et lutte de classe
- Assez de sempiternelles «journées d'action» sans lendemains.
- Les crimes de l'impérialisme français en Afrique
- L'impérialisme russe lance ses troupes à la reconquête territoriale de zones stratégiques de l'Ukraine
- Tensions à la frontière ukrainienne: seul le prolétariat peut mettre fin aux affrontements impérialistes
- Kazakhstan

Non à la mobilisation impérialiste autour de la guerre en Ukraine !

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe et l'émotion qu'elle a suscitée parmi la population est utilisée par les gouvernements et les médias des pays occidentaux pour mener une campagne de propagande de grande ampleur ; sous prétexte de « solidarité avec le peuple ukrainien » luttant pour sa « liberté » il s'agit en réalité d'une campagne belliqueuse pro-impérialiste de soutien aux impérialismes occidentaux contre l'impérialisme russe.

Les médias présentent l'invasion russe comme une initiative déclenchée par le seul Poutine (dont la santé mentale est en outre mise en question) ; mais une intervention militaire de grande ampleur, impliquant non loin de 200 000 soldats et un imposant matériel et avec la certitude de s'exposer à des sanctions et de connaître des effets économiques négatifs, ne peut être prise par un seul homme ou une poignée de dirigeants : elle ne peut être que l'œuvre de forces

(Suite en page 2)

La voie de l'émancipation prolétarienne ne passe pas par les élections mais par la lutte révolutionnaire, la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat

Sous le titre « De l'économie capitaliste au communisme », Amadeo Bordiga tint une conférence à la Maison du Peuple de Milan le 2 juillet 1921, à une époque où la révolution prolétarienne et le mouvement communiste international reposaient sur la révolution socialiste victorieuse en Russie et sur l'Internationale communiste qui avait été créée en 1919 pour diriger le mouvement prolétarien mondial. Après avoir esquissé la transition, historiquement envisagée par le marxisme « entre deux époques, deux histoires, deux régimes », Bordiga souligna le dur chemin de la victoire prolétarienne qui, après la prise violente du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire et sous la direction de fer de son parti de classe, tout en conti-

nuant à combattre les forces bourgeoises et impérialistes du monde, devait se consacrer à la transformation économique du pays où la révolution prolétarienne avait triomphé. Ce dur chemin de la victoire prolétarienne ne permettait pas une transition graduelle et pacifique, comme si la victoire révolutionnaire dans un pays ouvrait automatiquement la victoire révolutionnaire dans tous les autres pays. La bourgeoisie capitaliste et impérialiste ne se rendra jamais, loin de là. Comme l'exprima Trotsky, plus la mort de la société capitaliste approche, plus la bourgeoisie multiplie ses forces de résistance, qui reposent non seulement sur la structure économique capi-

(Suite en page 2)

Les leçons de la Commune Léon Trotsky

Il y a 150 ans les prolétaires parisiens lançaient leur «assaut au ciel»; ou, comme le disait le Comité central de la «Garde nationale» dans son manifeste du 18 mars 1871, «*le prolétariat (...) a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en mains ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir*». Mais, explique Marx dans «La guerre civile en France» (Adresse de l'Internationale, 30 mai 1871), «*le prolétariat ne peut se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte*»; la Commune démontra précisément ce que Marx avait déjà écrit vingt ans auparavant, à savoir: «*la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique en d'autres mains comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire*». Lénine, commentant cette analyse dans «l'Etat et la révolution», affirmait que «*la destruction de la machinerie bureaucratique et militaire est la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution*»; et il fustigeait les renégats du marxisme qui cachaient cette leçon. Aujourd'hui les prétendus «Amis de la Commune» non seulement cachent eux aussi cette leçon, mais ils font disparaître l'idée même de révolution prolétarienne: dans un texte signé par plus de 100 organisations (syndicats, PC, PS, France Insoumise, NPA, Verts, Parti Radical de Gauche, PCOF, groupes anarchistes, etc.) (1) ils décrivent la Commune comme un tiède «*mouvement vers l'émancipation*» qui aurait permis «*le développement simul-*

(Suite en page 15)

Non à la mobilisation impérialiste autour de la guerre en Ukraine !

(Suite de la page 1)

économiques, sociales et politiques puissantes dont un Poutine n'est que l'instrument à un moment donné.

Cette attaque militaire a en outre lieu dans une situation où la plus grave crise économique du capitalisme mondial depuis des décennies a inévitablement exacerbé toutes les tensions inter-impérialistes et toutes les contradictions internes et internationales de l'ordre établi bourgeois. En particulier l'Ukraine, zone de rivalité entre impérialismes occidentaux et russe était le théâtre depuis 2014 d'une guerre dite « de basse intensité » opposant l'armée ukrainienne aux séparatistes du Donbass appuyés par la Russie, qui aurait fait plus de 20 000 morts et entraîné le départ de plus d'un million de personnes. L'armée ukrainienne est soutenue par les Etats-Unis qui selon les déclarations américaines officielles lui ont accordé depuis un an une aide de plus d'un milliard de dollars ; cette aide s'est accélérée depuis décembre pour lui permettre de « mener une guerre hybride contre la Russie » (1).

Les Etats européens et américain se sont indignés du recours à la guerre par l'Etat russe – « politique d'un autre âge » ; mais depuis la fin de la dernière guerre mondiale ces mêmes Etats n'ont cessé de déclencher des guerres ou d'y participer aux 4 coins du monde : la « paix » qui a suivi 1945 a été marquée par une interminable série de conflits meurtriers. Il est vrai cependant que ces conflits se déroulaient loin des « démocratiques » et « pacifiques » métropoles impérialistes qui en étaient pourtant souvent les instigatrices et les bénéficiaires – et leurs victimes pouvaient tranquillement être refoulées aux frontières européennes en tant que migrants suspects...

En réalité si la Russie est l'envahisseur, c'est **tout le système capitalisme mondial** qui est responsable de l'éclatement des conflits militaires en conséquence des heurts d'intérêts toujours plus aigus qu'il suscite, et non pas un « fauteur de guerre » particulier qu'il suffirait de ramener à la raison ou de mettre hors d'état de nuire. C'est le capitalisme qu'il faut combattre !

Les campagnes de soutien au peuple ukrainien sont utilisées pour justifier non seulement des sanctions économiques contre la Russie, mais aussi des mesures militaires ; c'est ainsi

qu'après les grandes manifestations pacifistes en Allemagne, le gouvernement allemand a annoncé une augmentation historique de son budget militaire et l'Union Européenne, où sa voix est prédominante, a décidé, pour la première fois de son existence, de fournir des armes à un pays belligérant. Si cette dernière décision relève en partie du symbole, les différents Etats européens, (y compris des Etats traditionnellement neutres comme la Finlande) ont annoncé des livraisons d'armes. Les Etats-Unis ne sont bien sûr pas en reste : un véritable « pont aérien » a été mis en place à destination de la Pologne avec les moyens de

l'OTAN pour fournir l'armée ukrainienne en armes, tandis que des soldats de pays de l'OTAN ont été envoyés dans des pays proches du conflit comme la Roumanie.

Quant aux sanctions économiques, d'une importance « sans précédent », elles relèvent d'une logique de guerre économique (2) – même si elles ont soigneusement évité ce qui pourrait mettre en péril la fourniture du gaz et d'autres matières premières russes aux Etats européens. Ces sanctions, qui visent à « asphyxier l'économie russe », pourraient entraîner, avec le coût de la guerre, une chute de 7 à 8% du PIB du pays en 2022, voire davantage (3). Ce véritable effondrement aura inévitablement de dures retombées sur la population et tout particulièrement sur les prolétaires, qui sont toujours les premières victimes des crises et des guerres.

En ce qui concerne les autres pays

La voie de l'émancipation prolétarienne ne passe pas par les élections mais par la lutte révolutionnaire, la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat

(Suite de la page 1)

taliste de la société, qui ne peut être éliminée d'un coup, mais aussi sur la force sociale et politique avec laquelle elle attire dans son camp et sa défense non seulement des couches de la petite et moyenne bourgeoisie, mais aussi des couches non négligeables du prolétariat par le travail des forces de l'opportunisme et du collaborationnisme interclassiste. Par conséquent, la révolution prolétarienne et communiste ne doit pas seulement gagner dans l'insurrection, mais doit consolider la victoire dans une dictature de classe ferme et solide exercée par le parti de classe, par le parti communiste révolutionnaire en dehors de toute alliance ou partage du pouvoir avec d'autres forces sociales, ce qu'il déclare ouvertement. En effet, la dictature prolétarienne n'a pas besoin de se camoufler sous de fausses formes démocratiques, comme le fait la dictature bourgeoise, car, contrairement à cette dernière, elle est l'expression de la majorité de la population.

L'objectif fondamental de la révolution est sans aucun doute la prise du pouvoir politique, mais pour quoi faire ? Marx, Engels, Lénine ont soutenu avec une exceptionnelle continuité théorique, politique et pratique, en le démontrant matériellement et historiquement, que la

classe prolétarienne, la classe des non qualifiés, la classe productrice par excellence, doit briser la machine étatique bourgeoise, a fortiori si elle est aussi trompeuse que la machine démocratique et parlementaire, et passer à la démolition de tout l'appareil de défense politique, et l'appareil de défense militaire de la société capitaliste, afin de commencer à construire sur ses décombres une société entièrement nouvelle qui ne visera plus à répondre aux besoins du capital et du marché opprimant la grande majorité de la population mondiale, mais aux besoins de la société humaine, de la société de l'espèce. Bordiga, dans cette conférence de 1921, conclut en affirmant qu'« il n'y a pas d'alternative à cette lutte pour la démolition d'un monde opposé afin d'économiser les énergies qui doivent construire un monde nouveau, ou alors une mort lente, une mort par asphyxie ».

Sans fantasmer ni sur des communautés utopiques qui jailliraient spontanément de la pourriture de la société capitaliste, ni sur une illusoire « prise de conscience » de la part de chaque individu d'améliorer ses conditions personnelles d'existence par la simple volonté, ni sur les élections par lesquelles les mille engrenages de la société capitaliste actuelle pourraient être réformés peu à peu, le marxisme – sur la base du

et l'économie mondiale, le choc de la guerre en Ukraine risque de faire capoter la reprise économique: la flambée des cours du gaz, du pétrole et d'autres matières premières (dont le blé) sont autant de coups pour une économie internationale qui était de plus en plus chancelante et déjà se multiplient les appels aux prolétaires pour qu'ils acceptent des sacrifices « inévitables » : de ce point de vue, la guerre en Ukraine est une guerre contre les prolétaires du monde entier !

Les prolétaires ne doivent pas se laisser prendre au piège d'une prétendue « solidarité humanitaire » qui ne sert que les visées impérialistes ; ils n'ont pas à prendre partie pour l'un ou l'autre camp en conflit qui sont tous ses adversaires. Leur solidarité, ils doivent la réserver aux prolétaires de toutes les nationalités, exploités, opprimés, embrigadés et bombardés par les bour-

geoisies et leurs Etats en conflit.

La guerre en Ukraine est un avertissement sur ce que réserve le capitalisme aux prolétaires des pays encore en paix. Pour lutter contre la guerre en acte ou en préparation, ils ne doivent donc avoir aucune confiance dans la « bonne volonté » hypocrite des gouvernants dont les sanctions sont déjà des actes de guerre, ni suivre la voie illusoire du pacifisme bourgeois ; il leur faut revenir aux principes classiques du **défaitisme révolutionnaire** et de l'**internationalisme prolétarien** :

Non à la défense des patries et des Etats bourgeois ! Non à l'union nationale et au nationalisme !

Union des prolétaires par-dessus les frontières et les fronts de guerre ! Reprise de la lutte indépendante de classe contre le capitalisme dans tous les pays !

Reconstitution du parti révolutionnaire communiste, internationaliste et international pour diriger la lutte prolétarienne vers la révolution mondiale !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

8/03/2022

(1) cf. *Washington Post*, 4/03/2022

(2) Le ministre de l'économie Le Maire a parlé le 1/3 à leur sujet de « guerre économique et financière totale » ; s'il est revenu publiquement sur ces propos, ceux-ci expriment cependant l'état d'esprit belliqueux des dirigeants politiques français.

(3) La banque américaine JP Morgan anticipe même une chute de 20% (en rythme annuel) au deuxième trimestre de cette année !

matérialisme historique et dialectique – a découvert le cours historique inéluctable des sociétés divisées en classes qui, avec le capitalisme, a atteint sa plus haute expression possible. L'alternative positive au capitalisme n'est pas une atténuation graduelle de ses contradictions ; cette atténuation n'est pas possible parce que la contradiction entre le développement des forces productives et les formes de production auxquelles elles sont contraintes, ne peut être éliminée que par la destruction de ces formes de production : seule cette destruction des formes de production capitalistes, c'est-à-dire des rapports bourgeois de production, d'échange et de propriété, ouvre la possibilité d'éliminer les contradictions du capitalisme avec toutes leurs conséquences néfastes pour la société, et de surmonter les limites que le mode de production capitaliste a créées et recrée continuellement à la production sociale et à la vie sociale de l'homme.

Cette « libération » des forces productives n'est pas le résultat automatique de leur développement intrinsèque et contradictoire. La société s'est développée au cours de l'histoire à travers la lutte des classes dans laquelle, en dernière analyse, s'exprime, d'une part, la poussée progressive du développement des forces productives due au progrès de l'économie productive et, d'autre part, le frein, l'obstacle à ce même développement, jusqu'à arriver à une société capitaliste dans laquelle il n'y a que deux classes principales dont dépend l'affrontement de l'avenir de la société humaine : la bourgeoisie, toujours classe dominante, et le prolétariat, toujours classe dominée. Et de

même que dans le cours historique des sociétés antérieures divisées en classes, de même pour la société capitaliste, son développement ne peut que conduire à l'exaspération des oppositions de classes, au choc général et final entre la classe dominante bourgeoise et la classe prolétarienne. **La révolution est historiquement inévitable.**

LA DOMINATION DE LA CLASSE BOURGEOISE A UNE DURÉE HISTORIQUE LIMITÉE. ELLE SERA BRISEE PAR LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La bourgeoisie possède tout, les moyens de production, d'échange et toute la production sociale ; et tout cela constitue le capital ; la bourgeoisie est donc l'expression sociale la plus élevée du mode de production capitaliste. Le prolétariat, qui dans le mode de production capitaliste ne possède rien, est la classe des non-qualifiés, constitue la force de travail appliquée aux moyens de production et d'échange ; par opposition au capital, il représente le travail salarié et est, en fait, la source de la richesse sociale produite sous le capitalisme. L'exploitation du travail salarié permet à la bourgeoisie de revaloriser le capital utilisé pour la production et l'échange, c'est-à-dire qu'elle permet au capital d'augmenter sa valeur initiale en ajoutant de la plus-value ; et cette plus-value est générée exclusivement par le temps de travail non rémunéré – c'est-à-dire le surtravail – du prolétaire, puisque dans la journée de travail, seule une partie des heures travaillées correspond au salaire dont il a besoin pour survivre, tandis que les autres heures sont du

temps de travail cédé au capitaliste ; Il s'agit donc d'une valeur qui se transmet dans le produit fini, comme les autres valeurs du capital fixe, mais qui provient exclusivement de la force de travail que le capitaliste s'approprie sans lui verser aucune forme de rémunération supplémentaire. En s'appropriant l'ensemble de la production sociale qui, comme on le sait, est destinée au marché, la bourgeoisie s'empare de toute la plus-value. Le prolétariat, donc, en plus de subir l'exploitation de sa force de travail à des fins exclusivement mercantiles, subit également le vol de ses heures de travail non rémunérées, remettant à la bourgeoisie la domination économique, sociale et politique absolue sur la société. Il est clair que ce n'est que par leur lutte pour défendre leurs conditions d'existence dans la société bourgeoise que le prolétariat est en mesure d'alléger le fardeau et les conséquences les plus brutales de cette exploitation ; Mais, en restant dans les rapports bourgeois de production, d'échange et de propriété, ses conditions d'existence restent et resteront exclusivement dépendantes des intérêts de la classe dominante bourgeoise, même dans les situations où le niveau de vie du prolétariat, grâce à ses luttes et aussi au développement du capitalisme lui-même, s'élève (ce qui est notamment le cas pour certaines couches du prolétariat et, bien sûr, pour le prolétariat des pays impérialistes qui exploitent et oppriment les peuples et pays plus faibles).

Le capitalisme fonctionne à travers une activité économique, commerciale et financière divisée en entreprises distinc-

(Suite en page 4)

La voie de l'émancipation prolétarienne

(Suite de la page 3)

tes, qui répond aux relations de propriété bourgeoises imposées à la société, par lesquelles les capitalistes assurent la propriété privée du capital et l'appropriation privée de la production sociale. Les entreprises ont pour seul point de référence le marché, national et international, sur lequel elles vendent leurs produits, soumis à une lutte de concurrence dans laquelle chaque entreprise tente de surpasser son concurrent.

Le monde capitaliste, ce n'est pas seulement l'innovation technique, les découvertes révolutionnaires de nouveaux matériaux et de nouveaux systèmes de production, les solutions technologiques dans le domaine de la communication, de la transformation des matériaux, de l'automatisation d'une série infinie de processus de travail ; c'est aussi une organisation toujours plus efficace et efficiente de la force de travail humaine soumise à l'exploitation maximale possible afin de valoriser systématiquement chaque capital et chacune de ses fractions dans le temps le plus court possible. La plus-value extraite de l'exploitation du travail salarié est le véritable profit du capitaliste ; et aucun capitaliste ne renoncera jamais à ce profit. La classe capitaliste n'a donc pas d'alternative : pour vivre, elle doit continuer à exploiter le travail salarié dans tous les coins du monde, directement ou indirectement, et elle doit continuellement trouver des débouchés sur le marché pour placer et vendre ses marchandises, dans une lutte de concurrence qui, avec le développement du capitalisme lui-même, devient de plus en plus aiguë.

Mais, alors que d'un côté il pousse son système économique organisé en entreprises à produire des quantités toujours plus grandes de marchandises à mettre sur le marché, le capitalisme d'un autre côté, rencontre périodiquement des crises de surproduction : les marchés sont saturés les marchandises produites ne peuvent plus se vendre ou se vendent à perte. Le marché s'avère être le monde réel du capitalisme, et en un sens aussi son *deus ex machina*, dont dépend le bon fonctionnement de la production et donc de la vie humaine. C'est le marché lui-même qui montre comment, dans le système capitaliste, il y a un gaspillage formidable des énergies productives, en termes de capital investi, de travail employé, de produits inutilisables, et qui rend évident pour tous que la production capitaliste consiste de plus en plus en une production inutile et nuisi-

ble (mais extrêmement rentable pour les capitalistes en général, pas seulement pour les entrepreneurs et les criminels) par opposition à la production de biens nécessaires à la vie de tous les êtres humains. Quand les marchés sont bloqués, les usines ferment, les travailleurs sont licenciés, le chômage augmente, la pauvreté s'accroît, des masses toujours plus grandes n'ont rien à manger, et les États sont en quelque sorte obligés de leur venir en aide pour éviter que les inévitables tensions sociales créées par les crises ne débouchent sur des émeutes et des révoltes. Le capitalisme montre ainsi son vrai visage : il ne peut pas satisfaire les besoins de tous car il doit satisfaire les besoins de quelques-uns qui possèdent le capital, coûte que coûte, même si cela génère des déchets, des destructions et des guerres. La surproduction, en effet, ne concerne pas seulement les marchandises, mais aussi cette marchandise particulière qu'est le travail salarié, le prolétariat, dont une partie, n'étant pas exploitée utilement, est mise au rebut, jetée à la rue, marginalisée et, comme les ordures, laissée à l'abandon dans les bidonvilles. Et lorsque cette main-d'œuvre n'abandonne pas et tente d'émigrer vers d'autres terres, d'autres pays, en cherchant un moyen de survivre, en traversant des forêts, des déserts, des montagnes ou des mers, elle est sûre d'être confrontée à une exploitation ou une répression encore plus bestiale, à la torture, à la mort.

Pour survivre, la classe bourgeoise dominante doit vampiriser les masses prolétariennes exploitées, et pour continuer à vivre, elle doit se débarrasser de temps en temps des marchandises invendues et du surplus de travail. Afin de courir plus vite dans la lutte pour la concurrence et s'emparer de nouveaux marchés, des facteurs de crise toujours plus dévastateurs sont créés, tandis que les masses prolétariennes sont conduites à une mort lente dans l'exploitation et le chômage quotidiens ou à une mort rapide dans les guerres de brigandage bourgeoises.

Historiquement, et depuis longtemps, le capitalisme s'est avéré être une société inhumaine. Son monde est un monde de violence, d'oppression, d'exploitation, de désastre et de guerre. Il ne peut s'en passer, car c'est le seul moyen de survivre. Et le fait que sa société ne puisse pas être réformée est démontré par les deux guerres mondiales qui ont marqué le 20^e siècle, grâce aux quelles la classe dirigeante bourgeoise a puisé encore plus de force pour

continuer à dominer, en créant cependant des facteurs de crise encore plus aigus que ceux qui, selon la propagande démocratique, auraient dû être surmontés pour laisser le champ libre à une coexistence entre États et peuples censée apporter... la paix et le bien-être à toute l'humanité.

En témoignent toutes les guerres que les puissances impérialistes ont directement ou indirectement déclenchées aux quatre coins de la planète dans une lutte concurrentielle qui a pris les dimensions d'une guerre permanente entre États. La guerre actuelle en Ukraine n'en est que la énième confirmation.

Qu'est-ce que la paix, en réalité, pour le capitalisme impérialiste ? C'est une trêve entre une guerre et une autre. La guerre, pour la bourgeoisie, est l'occasion de rajeunir le capitalisme, de surmonter la crise de surproduction par la destruction d'énormes masses de forces productives, qui grâce à la nécessaire reconstruction d'après-guerre relance vigoureusement la machine productive capitaliste. Cela s'est produit après la première guerre mondiale impérialiste ; cela s'est produit après la deuxième guerre mondiale impérialiste ; et cela se produit après chaque guerre locale depuis, bien qu'avec des résultats moindres que la reconstruction qui suit une guerre mondiale.

Les crises économiques et financières ont-elles disparu depuis 1945 ? Une fois une crise passée, la suivante la suit, et ainsi de suite dans une succession tragique jusqu'à la crise économique actuelle qui, combinée à la pandémie de coronavirus, a une fois de plus mis à genoux toutes les grandes économies du monde.

Mais quels moyens la bourgeoisie utilise-t-elle pour surmonter les crises de guerre ? Les mêmes moyens qu'elle utilise pour surmonter les crises économiques et financières, comme l'indique le Manifeste de 1848 : « d'une part, par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus intense des anciens », moyens qui préparent en réalité « des crises plus générales et plus violentes » qui, à leur tour, tendent à préparer « la diminution des moyens d'éviter les crises elles-mêmes ».

Mais si les marchés sont saturés, provoquant la crise de surproduction, comment la bourgeoisie peut-elle conquérir de « nouveaux marchés » ? C'est précisément la destruction d'une masse massive de forces productives provoquée par la crise qui ouvre au capitalisme, par la reconstruction nécessaire, de nouveaux marchés et, pour les puissances impérialistes les plus fortes, la pos-

sibilité de les conquérir ; bien sûr, dans une lutte de concurrence toujours plus effrénée où apparaissent de nouveaux concurrents au développement capitaliste lui-même. En fait, le capitalisme n'a pas mis fin à son développement dans le monde avec la première et la deuxième guerre mondiale. Au contraire, plus les destructions ont été massives pendant la guerre, plus les possibilités de reconstruction ont été créées ; cela ne transforme pas automatiquement les anciennes puissances impérialistes en nouvelles puissances dominantes sur le marché, car le développement du capitalisme, même dans son inégalité congénitale, crée d'autres pôles impérialistes qui entrent inévitablement en concurrence avec les anciens.

Le mode de production capitaliste, tout en tendant d'une part à développer constamment les forces productives, doit d'autre part nécessairement les détruire constamment pour faire place à de nouveaux cycles de production, et c'est là sa plus grande limite : le développement des forces productives est périodiquement bloqué par les formes bourgeoises de production et d'échange. Et les crises cycliques du capitalisme sont inexorablement suivies, à un moment donné, de crises générales de guerre.

Cette spirale infernale ne pourra être arrêtée que par la révolution prolétarienne, la révolution de la classe qui produit toute la richesse sociale et qui représente, dans sa lutte de classe contre la bourgeoisie, le développement réel et illimité de la puissance productive.

La seule force capable d'empêcher le capitalisme de continuer à dominer la société et à développer ses contradictions destructrices – toutes ses oppressions, ses crises et ses guerres – est le prolétariat révolutionnaire qui, à condition d'être dirigé par son parti de classe et dans une situation générale de crise révolutionnaire, se lancera dans la conquête du pouvoir politique pour renverser l'Etat bourgeois et toute la superstructure politique, économique, culturelle et religieuse qui assure la domination de la classe bourgeoise.

Renverser, briser, supprimer l'Etat bourgeois, dans la révolution prolétarienne qui a pour objectif immédiat la constitution du prolétariat comme classe dominante en établissant sa dictature de classe : renverser, briser, supprimer, sont les mots utilisés par Marx, Engels, Lénine et que le courant de la Gauche Communiste dont nous nous revendiquons directement a répété avec intransigeance dans toutes les périodes de la lutte contre le réformisme et le chauvinisme de la Deuxième Internationale, le « centrisme » pseudo-révolutionnaire, l'opportunisme

antifasciste, démocratique, le national-communisme stalinien avec toutes ses variantes nationales.

Le développement du capitalisme a prolétarisé des milliards d'êtres humains. En ce sens, il a continué à retirer « sous les pieds de la bourgeoisie le sol même sur lequel elle produit et s'approprie ses produits », augmentant le nombre de ses futurs fossoyeurs.

On comprend alors la peur que peut inspirer à la bourgeoisie l'idée même que la révolution du prolétariat est à son horizon. On comprend pourquoi elle investit d'énormes ressources dans le contrôle social des masses prolétariennes à travers les écoles, la presse, la télévision, les réseaux sociaux, les églises, les associations sportives et, bien sûr, *last but not least*, l'Etat et tous ses appareils de répression et d'influence politique, le système démocratique et électoral étant le plus important.

S'il était vrai que grâce à la démocratie et à l'Etat censé être au-dessus

des classes, les conflits sociaux pouvaient être résolus et l'égalité sociale tant vantée réalisée, la bourgeoisie n'irait pas jusqu'à réprimer, voire empêcher, tout mouvement de classe prolétarien qui fait allusion à son expression et à son organisation. Le système démocratique a réussi jusqu'à présent à détourner, tromper, emprisonner et affaiblir les forces prolétariennes, qui sont objectivement amenées à lutter contre des conditions d'existence insupportables et contre un pouvoir économique et politique qui ne peut résoudre aucune des grandes contradictions qui caractérisent cette société.

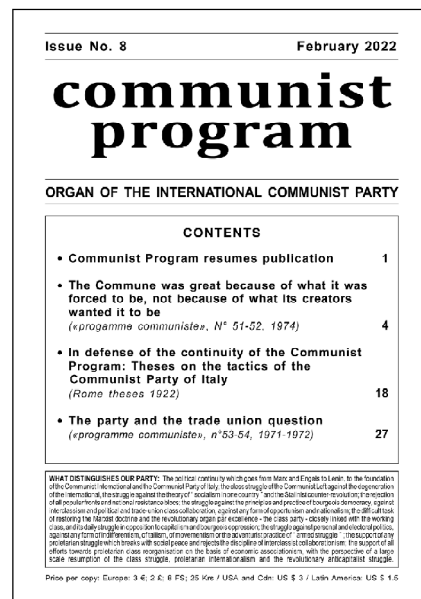
La défaite de la révolution prolétarienne internationale et de l'Internationale Communiste en tant que parti communiste mondial au début des années 20 du siècle dernier est due avant tout à un processus de dégénérescence interne qui, tel un cancer, a affaibli et finale-

(Suite en page 6)

«communist program» reprend sa publication

Il y a plus de trente ans, au début des années 80, la crise de notre parti se traduisait entre autres par l'arrêt de la publication de *Communist Program*, la revue théorique en langue anglaise. Commencée en octobre 1975 cette première série se termina au n°7 (septembre 1981). Elle avait été précédée et préparée par la publication d'articles en anglais sur plusieurs n° de *Programme Communiste*. Ce travail avait pu être rendu possible grâce à une poignée de sympathisants, principalement au Canada, qui prirent en charge le travail de traduction des textes.

Avant que ce groupe ait pu constituer une section du parti, la crise de ce dernier entraîna la dispersion des éléments qui en faisaient partie et la fin de la parution de la revue. Lorsque nous fûmes en mesure de refaire paraître une publication en langue anglaise, il fut décidé de publier dans un premier temps un simple bulletin, *Proletarian*. Aujourd'hui la reparution de la revue théorique va permettre de renforcer notre travail de diffusion des positions de notre courant et de notre parti auprès des prolétaires de langue anglaise. Pour marquer symboliquement la continuité avec le travail antérieur, il a été décidé de continuer la numérotation précédente: le nouveau n° de *Communist Program* est donc le n°8.



«Communist program» No. 8 (February 2022) Summary

- Communist Program resumes its publication
- The Commune was great because of what it was forced to be, not because of what its creators wanted it to be
- In Defense of the Continuity of the Communist Program: Theses on the Tactics of the Communist Party of Italy (Rome theses 1922)
- The Party and the Trade Union Question

One copy: 3 € / £ 2 / 8 CHF / US and Cdn \$ 3 / Latin America US\$ 1,5

La voie de l'émancipation prolétarienne ...

(Suite de la page 5)

ment tué le mouvement communiste mondial. Les conséquences de cette défaite ont été beaucoup plus lourdes pour le prolétariat mondial et pour le mouvement communiste international qu'une défaite due à un affrontement militaire dans lequel le parti communiste, bien que vaincu, aurait maintenu sa boussole révolutionnaire, lui permettant de reprendre sa lutte sans avoir à restaurer de fond en comble la doctrine marxiste falsifiée, déformée et détruite par la contre-révolution stalinienne.

Mais, si puissante qu'ait été la contre-révolution, elle n'a pas pu résoudre les contradictions les plus profondes du système économique capitaliste qui, à mesure qu'il se développe, ne fait que réitérer à une échelle plus élevée la grande alternative historique : ou la guerre bourgeoise ou la révolution, ou la dictature bourgeoise ou la dictature prolétarienne. Et c'est dans cette perspective que le courant de la Gauche Communiste d'Italie a continué à travailler malgré la lourde défaite de la révolution dans les années 1920 et l'échec de ses mises en garde sur la question du parlementarisme, mais aussi sur des questions politiques aussi fondamentales que le front unique politique, le gouvernement ouvrier, l'acceptation dans l'Internationale des partis dits « sympathisants », etc. Elle a prodigué tous ses efforts sur la question prolétarienne, elle a consacré toutes ses forces à la restauration de la doctrine marxiste – sans théorie révolutionnaire il n'y aura jamais de mouvement révolutionnaire – et à la reconstitution du parti de classe internationale.

Aujourd'hui, nous sommes toujours au milieu de la contre-révolution et le prolétariat subit les effets d'une dépression politique et économique sans précédent. Mais les conditions d'existence de la bourgeoisie dépendent toujours plus des conditions d'existence du prolétariat qui, au-delà d'une certaine degré d'exploitation, de misère, de faim et de mort, sera inexorablement poussé à se lever et à relever le défi sur le terrain de la contre-révolution qui est aussi, comme Marx l'a justement souligné, le terrain de la révolution.

Peut-être le moment d'un bouleversement social tellurique des pays de la périphérie de l'impérialisme aux grands pays impérialistes n'est-il pas si loin ; alors tous les systèmes démocratiques et tous les cirques électoraux ne suffiront pas à sauver la domination bourgeoise.

Mouvements contre le pass sanitaire et lutte de classe

Résumons brièvement les positions prises par le parti en ce qui concerne la réaction des mouvements interclassistes aux mesures prises pour faire face à la pandémie de Covid-19. Selon nous, ces mouvements ne sont pas fondamentalement différents de ceux qui, au cours des années et des décennies écoulées, se sont mobilisés contre les mesures et les interventions gouvernementales touchant les intérêts et les privilèges sociaux dont jouissent les couches petites bourgeoises ; ces couches, surtout en période de crise économique et sociale, sont menacées par la ruine et la prolétarisation.

Nous ne reprendrons pas tous les arguments développés dans les articles et textes publiés dans notre presse et sur le site du parti depuis l'apparition de la pandémie en 2020. Nous invitons les lecteurs à s'y référer sur notre site web. Nous nous limiterons à rappeler notre analyse, nos critiques et nos indications au prolétariat en ce qui concerne les manifestations promues en particulier par les couches petites bourgeoises touchées par les mesures et restrictions gouvernementales.

Nous réaffirmons :

a) que ces mouvements sont la réponse petite-bourgeoise, et donc interclassiste, à un malaise économique et social qui touche non seulement le prolétariat mais aussi d'autres couches dans des situations de crise plus ou moins prolongées ;

b) que les mouvements petits bourgeois de ce type expriment l'aspiration à retrouver les privilèges sociaux que la crise a affectés ou annulés, en cherchant à renforcer leur protestation avec l'implication des couches prolétariennes ;

c) que la réponse sociale et politique à la dégradation générale des conditions d'existence des masses ne peut venir des mouvements interclassistes, mais seulement du mouvement de classe du prolétariat ; mouvement de classe qui, exprimant un réel antagonisme de classe avec la bourgeoisie et avec toutes les couches sociales qui lui sont fondamentalement alliées, ne peut donc naître de mouvements interclassistes ;

d) que nous nous adressons, par conséquent, particulièrement au prolétariat, en lui indiquant la seule voie pour que sa lutte de classe ait du poids dans la société et un avenir dans la perspective de l'émancipation de classe : la voie de la lutte pour la défense exclusive des intérêts prolétariens à partir du terrain « immédiat », lutte menée avec des méthodes et des moyens de classe et basée sur des associations économiques de classe, donc basée sur des critères d'organisation qui prévoient l'association des seuls prolétaires, en adoptant des plates-formes et des programmes de lutte qui sont ouvertement classistes et ne peuvent être partagés avec les autres classes sociales.

Nous réaffirmons également :

e) la nécessité pour le prolétariat de rompre avec les politiques et les prati-

ques interclassistes promues par les forces politiques et syndicales collaborationnistes, et de se libérer ainsi des liens qui l'emprisonnent dans la collaboration avec les forces, les intérêts et les objectifs bourgeois et le contraignent à la concurrence entre prolétaires ;

f) que sur la voie de la réorganisation d'organisations de défense immédiates de type syndical, et dans la formulation des objectifs, des méthodes et moyens de lutte à adopter, les communistes révolutionnaires ont la tâche de transmettre aux générations prolétariennes les expériences et les bilans des luttes prolétariennes du passé et, dans la mesure de leurs possibilités réelles d'intervention pratique, de contribuer à la formation d'organisations de lutte de classe tant du point de vue des plates-formes de lutte, que de celui des critères d'organisation à adopter ;

g) que le principal obstacle que le prolétariat rencontre dans sa lutte pour résister au capital et défendre ses conditions d'existence est la concurrence entre prolétaires que la bourgeoisie avec la petite bourgeoisie et les forces syndicales et politiques de l'opportunisme et de la collaboration interclassiste, alimente constamment afin de maintenir le prolétariat soumis aux exigences du profit, donc afin de réaliser la conservation sociale pour laquelle elle utilise les moyens les plus divers : propagande idéologique, organisation économique sociale et politique, pression économique, corruption, chantage au travail, mesures restrictives, répression policière, etc. ;

h) que le parti communiste révolutionnaire n'est pas un constructeur de syndicats, ni une association culturelle qui se fixe des objectifs uniquement de propagande ou d'« illumination » des masses prolétariennes sur leur avenir historique, déléguant aux seuls pro-

létaires toutes les tâches de reprise de la lutte des classes (donc non seulement d'organisation immédiate mais aussi de formulation d'objectifs politiques plus lointains) et laissant au parti la seule tâche d'« éclairer » la conscience des prolétaires ;

i) que le parti de classe n'est pas un produit immédiat de la lutte ouvrière, aussi dure soit-elle, mais un produit de l'histoire des luttes entre les classes, et qu'il représente dans le capitalisme d'aujourd'hui les objectifs historiques de la lutte et de la révolution du prolétariat. C'est pourquoi il est la « conscience de classe » de ce dernier parce qu'il a connaissance de tout le cours historique de la lutte entre les classes conduisant au renversement révolutionnaire de l'État bourgeois, à l'établissement de la dictature du prolétariat, à l'exercice de cette dictature, à la transformation économique de la société jusqu'à l'aboutissement final représenté par la société sans classes. C'est en vertu de cette caractéristique particulière que le parti de classe est à la fois un produit et un facteur de l'histoire, et donc le seul organe politique qui puisse guider le mouvement de classe du prolétariat vers son émancipation finale du travail salarié et des rapports bourgeois de propriété et de production. Comme le disait Marx, seule l'émancipation du prolétariat du travail salarié et des relations bourgeoises de propriété et de production peut conduire à l'émancipation de l'humanité toute entière des contraintes et des oppressions de la société capitaliste.

Nous soulignons également :

j) que le prolétariat, poussé par des facteurs matériels inhérents aux rapports de production, aux relations sociales bourgeoises et à leurs contradictions toujours croissantes, sera inévitablement contraint, en raison même des attaques de la classe dirigeante bourgeoise contre ses conditions d'existence, d'entrer en lutte sur un plan plus directement politique ; et que cette lutte ne pourra être couronnée de succès que dans la mesure où le parti de classe aura la volonté et la possibilité d'influencer les masses prolétariennes de manière décisive, en les arrachant à l'influence des classes bourgeoises et des forces du collaborationnisme interclassiste. Nous ne cachons pas d'autre part, que non seulement dans la situation actuelle de dépression contre-révolutionnaire et de concurrence aiguë entre prolétaires, mais aussi dans le processus de reprise de la lutte des classes, au sein du prolétariat, se forment et se formeront des couches et des groupes corrompus par la bourgeoisie, qui se heurteront au reste du prolétariat et, surtout, aux pro-

létaires d'avant-garde et communistes ;

k) que, en ce qui concerne la campagne de vaccination, nous avons dénoncé non seulement les intérêts spécifiques – et mondiaux – des grandes sociétés pharmaceutiques et de toutes les organisations sanitaires qui leur sont liées, à commencer par l'OMS, mais aussi la grande contradiction dans l'attitude des gouvernements bourgeois qui ont commencé par prétendre – au moins dans les pays occidentaux – qu'il n'y avait pas d'obligation vaccinale. Cette « non-obligation » de se faire vacciner, par laquelle les gouvernements se dédouaient de la responsabilité directe des éventuelles conséquences néfastes des vaccins, s'est rapidement transformée en une obligation de fait, camouflée derrière des mesures d'urgence qui concernaient, selon les pays, d'abord le personnel de santé, puis le personnel enseignant, puis tous les travailleurs. La principale mesure d'urgence est devenue le « pass sanitaire », sans lequel il est impossible d'entrer sur certains lieux de travail, de voyager sur les lignes à longue distance, d'entrer dans les environnements fermés, les gymnases, les restaurants, les théâtres, les cinémas, les stades, les musées, etc., sous prétexte que dans ces environnements, la contagion est plus facile pour les personnes asymptomatiques et pour les personnes vaccinées (qui n'ont donc pas la certitude d'être immunisées).

Une autre contradiction qui est un véritable foutage de gueule, est que les transports publics locaux, qui sont les plus utilisés par les travailleurs et tous ceux qui ne se déplacent pas ou ne peuvent pas se déplacer en transports privés, sont exemptés du pass sanitaire. Cette contradiction est mise en évidence, comme les milliers de contradictions qui caractérisent la politique bourgeoise, non pas pour... demander l'extension du pass aux transports publics locaux. Mais pour démontrer comment, dans ce domaine aussi, les « solutions » bourgeoises n'en sont pas : elles bouchent un trou ici et en ouvrent d'autres là, mais toujours sous le signe de la relance économique et de la chasse aux profits capitalistes.

l) que l'appel à la lutte prolétarienne, lancé par le parti en général, a trouvé un exemple concret en Italie ou aux Antilles où ce sont les prolétaires eux-mêmes qui se sont mis en grève contre l'imposition du pass sanitaire pour accéder au lieu de travail et contre la suspension du salaire pour les travailleurs non vaccinés. Le cas des dockers de Trieste (une catégorie de travailleurs bien payés, soit dit en passant) était, d'une part, emblématique car les travailleurs vaccinés et non vaccinés se sont mis en grève en-

semble, surmontant ainsi la discrimination du pass sanitaire; mais, d'autre part, ce fut un exemple à ne pas suivre parce que leur lutte s'est enlisée dès le début dans le marais démocratique et interclassiste des anti-vax et anti-pass, faisant perdre à la grève toute force, ne causant pas de dommages aux patrons du port mais seulement aux grévistes.

De manière générale nous n'avons pas soutenu l'opposition à la vaccination, ni selon les motivations des anti-vax, ni au nom de la « liberté individuelle » ; nous n'avons pas non plus soutenu les manifestations des petits bourgeois qui fondaient et fondent encore leur protestation sur ces motivations mentionnées ci-dessus, mais nous les avons critiquées pour leur contenu interclassiste, en montrant l'impact négatif que ces positions pouvaient avoir et ont eu sur le prolétariat et sa lutte de défense immédiate.

Nous avons dénoncé – comme dans le cas, par exemple, de l'énergie nucléaire – l'**utilisation capitaliste** des vaccins, usage directement lié à l'absence totale de prévention et à l'état complètement insuffisant voire désastreux des systèmes de santé publique, y compris l'absence d'intérêt pour la recherche de médicaments contre l'épidémie.

La science bourgeoise n'a jamais été « neutre », au-dessus des intérêts de classe, et elle ne le sera jamais. Elle sera toujours au service du capital et sera toujours utilisée pour renforcer sa domination, et non pour l'affaiblir. Demander à la science de se placer au-dessus des intérêts du capital qui la soutient et la dirige est une illusion.

Cela n'empêche pas que dans certaines limites, la science bourgeoise non seulement dans le domaine médical mais dans tous les domaines, parvient à des résultats qui pourraient potentiellement diminuer fortement la fatigue au travail et faciliter la vie sociale en donnant plus de temps aux êtres humains pour en profiter pleinement ; mais conditionnée par les rapports de propriété et de production bourgeois, elle ne peut échapper à la tâche qui lui est assignée par ceux-ci : celle de faciliter et d'accélérer la valorisation du capital, le profit capitaliste. Si une recherche particulière, avec ses résultats, ne peut pas être utilisée pour produire des bénéfices, elle est mise de côté en attendant le moment propice pour en tirer le maximum de bénéfices.

Le parti doit d'analyser tous les mouvements sociaux présents dans la société, donc aussi les mouvements petits bourgeois de rue et les protestations,

(Suite en page 8)

Mouvements contre le pass sanitaire et lutte de classe

(Suite de la page 7)

dans leur formation et leur développement ; il doit évaluer l'influence, d'une certaine façon inévitable que leurs revendications ou leurs mots d'ordre de même que leurs actions envers les institutions et le gouvernement, ont sur le prolétariat. Mais il doit consacrer son attention maximale, même si ses possibilités de propagande et d'intervention sont réduites, aux situations et aux luttes qui peuvent constituer un exemple, même petit, partiel, temporaire et isolé, pour les prolétaires qui entendent réagir aux impositions des patrons, du gouvernement et des forces de conservation sociale, et chercher la voie et les méthodes pour sortir de l'abîme dans lequel, depuis plus de soixante-dix ans, ils sont tombés.

S'il n'a pas la force de lutter sur le terrain élémentaire de la défense immédiate, comment le prolétariat pourrait-il lutter contre le contrôle social bourgeois, contre cette pression économique et sociale, contre ces nouvelles limitations de sa « liberté » de s'organiser, de faire grève, de se déplacer, de consacrer une partie de son temps quotidien à sa famille et à ses intérêts de classe ? Ce ne sont certainement pas les mobilisations petites bourgeoises qui lui ouvriront la voie de la reprise de la lutte de classe ; au contraire, ces mobilisations cherchent à l'associer à des objectifs totalement opposés à la lutte de classe : les revendications pour la démocratie, la défense de la Constitution, la « liberté individuelle », etc., vont toutes dans le sens de la conservation sociale et des aspirations de la petite bourgeoisie commerçante, artisanale, agricole, intellectuelle, des petits propriétaires et petits entrepreneurs.

En réalité, ce seront les contradictions mêmes du système économique, social et politique bourgeois qui pousseront les prolétaires à lutter pour survivre, pour ne pas continuer à mourir de fatigue, de faim et de maladie, pour ne pas subir une oppression et un harcèlement continuel, pour s'opposer à une pression sociale qui devient de plus en plus intolérable. Cette **lutte de résistance contre le capital**, comme l'appelait Engels, fera son retour dans les rangs du prolétariat parce que c'est le seul moyen par lequel les prolétaires réaliseront qu'ils représentent une force sociale capable de s'opposer réellement, avec leurs propres organisations, leurs propres objectifs, leurs propres moyens de lutte, aux attaques de la classe dominante. Ce sont ces luttes pour la défen-

se exclusive des intérêts de classe du prolétariat, même épisodiques, isolées qui les pousseront à chercher une direction politique capable de les encadrer dans un seul grand plan de lutte contre le pouvoir des capitalistes concentré dans l'État central. Et c'est sur ce terrain que le prolétariat rencontrera son parti de classe, si ce parti a su garder le cap des objectifs de classe immédiats et historiques et a pu utiliser toutes les possibilités que les contradictions de la société capitaliste ouvrent inévitablement, tôt ou tard, à l'action de classe.

La grande bourgeoisie est l'ennemi principal du prolétariat ; mais un autre ennemi, particulièrement insidieux, est constitué par la petite bourgeoisie, par les fameuses « demi-classes » que la société capitaliste développée a fractionnées en cent stratifications différentes, comme, par ailleurs, elle l'a partiellement fait avec le prolétariat.

Sur le terrain immédiat, c'est la petite bourgeoisie qui a le plus de possibilité d'influencer le prolétariat ; cette influence est préjudiciable à la classe prolétarienne parce qu'elle dévie systéma-

tiquement sa lutte vers le terrain de la collaboration interclassiste, terrain sur lequel se créent et se développent les privilèges sociaux que les couches petites bourgeoises les plus proches de la classe prolétarienne présentent comme une amélioration sociale à laquelle elles invitent le prolétariat à aspirer.

La lutte contre les capitalistes, contre la grande bourgeoisie, donc contre la classe dominante, ne peut laisser à l'arrière-plan la lutte contre la petite bourgeoisie, contre son travail quotidien d'intoxication qui intoxique, confond et paralyse les prolétaires dès leurs premières réactions élémentaires à l'oppression capitaliste. Ce n'est pas le prolétariat qui doit rejoindre les mouvements petits bourgeois ; il doit s'en tenir bien séparé. Au contraire, mais seulement dans une situation révolutionnaire, ce seront certaines couches de la petite bourgeoisie, ruinées et prolétarisées par les crises économiques capitalistes, qui pourront être entraînées dans la lutte de classe prolétarienne, car elles reconnaîtront la grande bourgeoisie comme leur véritable ennemi.

Assez de sempiternelles « journées d'action » sans lendemains Place à la lutte de classe contre les patrons et l'Etat bourgeois !

(Tract diffusé par nos camarades lors de la « journée d'action » du 27/1)

Après la journée d'action du 5 octobre dernier les mêmes organisations syndicales ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation sur les mêmes thèmes : salaires, emploi, conditions de travail, etc. Comme celle d'il y a 3 mois, la journée actuelle n'aboutira à rien ; les organisations parties prenantes de l'appel font d'ailleurs tout pour ça : elles se sont bien gardées de donner des revendications claires et précises qui pourraient servir d'objectifs unifiants pour une lutte réelle, se contentant d'affirmer qu'elles « *soutiennent les actions et mobilisations organisées dans les jours et semaines qui viennent* » (communiqué commun CGT FO FSU Solidaires UNEF...). On peut s'attendre donc à une nouvelle « journée d'action » rituelle, tout aussi vaine, dans 3 mois – à moins que le cirque électoral ne la repousse à plus tard...

Ces sempiternelles journées d'action n'ont pas d'autre but que de calmer le mécontentement qui s'accumule parmi les travailleurs face à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, en

donnant l'illusion de la lutte et en redonnant une image un peu combative aux organisations syndicales. Mais en réalité ces organisations privilégient systématiquement la collaboration avec les patrons et le gouvernement (la CGT écrivait dans sa newsletter du 2/9 à propos de la journée du 5/10 qu'elle ne serait qu'un « point d'appui pour les futures négociations ») : elles redoutent plus que tout une lutte de classe réelle qui mettrait en danger cette collaboration de classe. C'est la raison pour laquelle elles ont fait échouer toutes les luttes qui prennent de l'ampleur et isolé les autres. Il suffit de se rappeler comment l'intersyndicale a saboté la lutte pour les retraites en 2019-2020, ou avant la lutte contre la « loi travail » en 2017 et bien d'autres.

Mais de leur côté les capitalistes qui ont été massivement soutenus par l'Etat bourgeois et le gouvernement à leur service n'entendent pas alléger l'exploitation ni relâcher la pression sur les travailleurs. L'imposition, sous prétexte sanitaire de mesures autoritaires sans

Les crimes de l'impérialisme français montrent le vrai visage des interventions militaires en Afrique

Selon la propagande bourgeoise, diffusée par tous les médias, les interventions militaires françaises en Afrique ont pour but de protéger les populations des exactions et des crimes commis par les « djihadistes » et autres terroristes.

Ce qu'il en est vraiment vient d'être démontré ces jours-ci de manière sanglante par un convoi militaire français parti de la Côte d'Ivoire pour se rendre au Mali. Dans le cadre de la réorganisation des troupes de l'opération « Barkhane », ce convoi de plus de 130 véhicules est parti du port d'Abidjan le 14 novembre ; il est finalement arrivé à sa destination à Gao (Mali) 2000 km plus loin, le 28 novembre, après avoir traversé le Burkina Faso puis le Niger.

Les militaires français devaient sans doute penser que ce convoi allait être une démonstration de force dans des pays frappés par la crise économique avec l'insécurité et les troubles qu'elle engendre : il a été la démonstration du rejet de la présence de l'impérialisme français.

Dès Bobo-Dioulasso (la capitale économique du Burkina), les militaires français ont été confrontés à des manifestations hostiles de la population et des jeunes qui les ont stoppés pendant 2 jours ; les mêmes réactions ont eu lieu au passage dans la capitale Ouagadougou où le convoi a été là aussi arrêté, avant que les forces de l'ordre ne le dégagent. Mais c'est dans la ville de Kaya, une centaine de kilomètres plus loin, que le convoi a été bloqué pendant plusieurs jours par les manifestants qui avaient édifié des barricades. Les soldats français et les gendarmes burkinabés ont effectué des tirs de sommation, « au-dessus de la foule » à en croire les militaires français – mais cependant 4 manifestants ont été blessés par balles.

Après avoir quitté le Burkina, le convoi a été à nouveau stoppé pendant plusieurs heures par des manifestations, dans la ville nigérienne de Téra. Selon les témoins les soldats ont alors ouvert sans sommation le feu sur les manifestants ; le bilan est de 3

morts et de 18 blessés, dont 11 dans un état grave.

Pour les médias français ces manifestations d'hostilité envers les militaires français et l'impérialisme tricolore, sont dues à des « fake news », à des campagnes de désinformation peut-être suscitées par la Russie (*Le Monde* assure qu'un drapeau russe a été vu parmi les manifestants !), pour jeter le doute sur les bienfaits pour la population de l'intervention militaire française.

Mais les manifestants qui dénoncent l'armée française comme une « force d'occupation » savent parfaitement à quoi s'en tenir : si l'impérialisme français intervient c'est pour défendre ses intérêts, pas ceux des populations locales qui ne reçoivent que des balles si elles le gênent ! Le 4 janvier dernier le bombardement par l'aviation française d'une cérémonie de mariage avait fait 19 morts au Mali, sans que les militaires daignent s'expliquer.

(Suite en page 10)

précédent (confinements, couvre-feu, contrôles policiers, etc.) a énormément accru le contrôle social de la classe dominante sur la population en général et sur les prolétaires en particulier avec l'assentiment implicite des directions syndicales. L'aggravation de ce despotisme avec l'instauration du pass vaccinal et les mises à pied des travailleurs non-vaccinés, s'explique en réalité, non par des raisons sanitaires, mais par des raisons politiques : désigner des bouc-émissaires pour faire oublier la responsabilité écrasante dans la catastrophe sanitaire des gouvernements successifs qui depuis des années ont, au nom de la rentabilité, réduit les capacités hospitalières et abandonné les plans pour faire face à une pandémie. C'est une loi universelle du capitalisme que de chercher à diminuer les dépenses « improductives » pour maintenir et accroître le taux de profit de l'économie. Lorsque les crises économiques menacent ce taux de profit les dépenses sociales deviennent un fardeau intolérable aux yeux des capitalistes : dans leur système le profit prime toujours sur la santé de la population, les allocations de chômage, les retraites des vieux !

URGENCE

DE LA LUTTE DE CLASSE!

Les organisations signataires par-

lent de « l'urgence salariale ». Effectivement les salaires stagnent alors que les prix à la consommation ne cessent d'augmenter, provoquant une baisse du « salaire réel ». Mais pour défendre et augmenter les salaires, pour améliorer les conditions de vie et de travail, pour faire face aux mesures répressives, ce n'est pas la voie de la collaboration avec les patrons qu'il faut suivre. Les prolétaires savent évidemment qu'ils ne doivent pas s'en remettre à la bonne volonté des capitalistes ou à la bienveillance de l'Etat ; mais il ne faut pas davantage faire confiance à ceux qui ne jurent que par la négociation entre « partenaires sociaux » : les capitalistes et leur Etat ne sont pas des *partenaires*, ce sont des **adversaires** de classe qu'il faut combattre pied à pied ! Pour que les luttes puissent être victorieuses les prolétaires doivent les prendre en mains, les organiser et les mener en dehors du sabotage des organisations collaborationnistes : il y a **urgence à suivre la voie de la lutte de classe véritable !**

Rupture avec les orientations de collaboration de classe des directions syndicales et de leurs larbins qui ne mènent qu'à la défaite !

Union de tous les prolétaires, du public et du privé, occupés et chômeurs, vaccinés ou non, français et immigrés

contre les attaques capitalistes ! Augmentation générale des salaires, des allocations chômage et de tous les minima sociaux ! Régularisation des travailleurs sans papiers !

Lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat, en reprenant les méthodes et les moyens de la lutte de classe !

24/01/2022

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 25 / Noviembre - Diciembre de 2021 / Enero de 2022

- El duro camino hacia la emancipación proletaria pasa por la lucha de clases revolucionaria, la conquista del poder político y la instauración de la dictadura proletaria
- Vientos de guerra en Europa (II)
- Colombia: crisis y revuelta
- Covid-19, control social y «recuperación económica»
- Huelga del metal en la bahía de Cádiz. La patronal y la burguesía piden sacrificios y paz, los proletarios responden con la lucha

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Les crimes de l'impérialisme français

(Suite de la page 9)

D'ailleurs l'actualité judiciaire au Burkina Faso est là pour rappeler quel est le rôle de la France : en ce moment se tient le procès de l'assassinat de Thomas Sankara lors du coup d'Etat de Blaise Compaoré, auquel l'impérialisme français n'est pas étranger, Sankara ayant eu le malheur de vouloir remettre en cause la présence française dans le pays. Il faut également rappeler la complicité française dans l'épouvantable génocide au Rwanda...

L'armée française est donc bien incapable de mettre fin aux affrontements et aux attaques qui ensanglantent la région (le 3/12 l'attaque d'un bus au Mali a encore fait au moins 30 victimes civi-

les). Derrière un masque religieux ou ethnique, c'est la déshérence économique et sociale de ces régions à la suite de la crise capitaliste, qui provoque des heurts entre populations et communautés paysannes ; sur ce terrain prolifèrent des groupes armés s'adonnant souvent à des trafics divers. Les troupes françaises affirment être là pour combattre ces groupes armés ; mais leur objectif central est avant tout de soutenir les Etats locaux qui sont le garant de sa présence – Etats plus prédateurs, oppresseurs et violents que les « djihadistes » dénoncés en permanence ! C'est pourquoi la décision a été prise par Paris de diminuer le nombre des soldats français dans le nord déshérité du Mali où opèrent ces groupes armés, pour les con-

centrer dans les zones plus « utiles » pour l'impérialisme (capitale, régions minières, etc. .).

L'impérialisme français n'est présent en Afrique que pour l'exploitation et le pillage de ses ressources. Il ne faut pas se laisser arrêter par ses pseudo justifications « anti terroristes » : au cours des décennies il a été sans doute le plus grand terroriste et le plus grand criminel de l'Afrique, qui a mené sans relâche de terribles guerres coloniales et néocoloniales. Il doit être combattu sans hésitation par les prolétaires, à commencer par les prolétaires de France.

Impérialisme français, hors d'Afrique !

Pour la reprise de la lutte de classe internationale contre le capitalisme et l'impérialisme !

6/12/2021

Dans son affrontement avec l'impérialisme américain et les impérialismes européens, l'impérialisme russe lance ses troupes à la reconquête territoriale de zones stratégiques de l'Ukraine: après la Crimée, le Donbass, puis Odessa ?

Depuis huit ans, des affrontements armés ont lieu en Ukraine dans la région du Donbass, notamment dans les provinces de Lougansk et de Donetsk, entre les séparatistes russophones et l'armée ukrainienne, en dépit des accords de Minsk de 2014 et de Minsk II de 2015, qui ont fait l'objet d'un grand battage médiatique ; ils impliquaient l'Ukraine, la Russie, l'OSCE, les représentants des deux « républiques populaires » auto-proclamées de Lougansk et de Donetsk et, dans les accords de Minsk II, également la France et l'Allemagne. Selon les médias, pas moins de 22 000 personnes sont mortes au cours de ces huit années de guerre de « basse intensité ».

Il était clair dès le début que ces accords n'avaient aucune chance d'être respectés par l'une ou l'autre des parties directement concernées – Ukraine, Russie, séparatistes russophones –, à tel point qu'il a fallu un Minsk II qui n'a pas davantage apporté la paix. De la part de Kiev, l'engagement de reconnaître aux deux « républiques » de Lougansk et de Donetsk la grande autonomie promise, tout en maintenant une forte présence de sa propre armée, n'a pas été respecté ; de la part de ces deux « républiques », avec derrière elles la Russie en tant que véritable protagoniste, les attaques contre l'armée ukrainienne, considérée comme « occupante » de la partie occidentale des provinces de Lougansk et de Donetsk, n'ont jamais ces-

sé. En réalité, comme le souligne notre prise de position du 25 décembre dernier (1), la véritable cause de l'affrontement dans le Donbass est à rechercher dans le fait que cette région est absolument stratégique tant pour la Russie que pour l'Ukraine d'un point de vue économique et politique et, du point de vue des contrastes inter-impérialistes, également pour les impérialismes européen et américain. Elle l'est, en effet, pour l'OTAN et l'Union Européenne, depuis qu'en 1991 – après l'effondrement de l'URSS – tous les pays qui faisaient partie de l'empire russe s'en sont détachés, devenant indépendants de Moscou. Mais à l'ère impérialiste, l'indépendance d'un pays par rapport aux autres, et surtout par rapport à l'impérialisme qui le dominait auparavant, reste un désir abstrait. Il y a tellement d'aspects économiques, financiers, politiques et militaires qui déterminent la politique intérieure et extérieure d'un État que celui-ci – surtout s'il se trouve dans une zone géopolitique de grande importance dans les rivalités inter-impérialistes, comme l'Europe de l'Est, est obligé de vendre son « indépendance », et donc son territoire, son économie et son gouvernement, à l'un des pôles impérialistes qui peut le mieux favoriser ses intérêts nationaux ou, au moins, le protéger des convoitises des pays ennemis. Bien entendu, le degré de soumission d'un État à un impérialisme plus puissant dépend

d'une série de facteurs politiques et économiques qui varient en fonction des rapports de force entre les différents impérialismes qui dominent le marché international et, par conséquent, le monde, et du degré de faiblesse du pays soumis.

Dans le cas des anciennes républiques « populaires » et « démocratiques » d'Europe de l'Est qui faisaient partie de l'empire russe – et que la contre-révolution stalinienne, déformant totalement le marxisme, présentaient comme « socialistes » – la transformation des satellites de Moscou en satellites de l'Union Européenne et des États-Unis a pris environ quinze ans. Elle a commencé par l'intégration de l'Allemagne de l'Est dans l'Allemagne de l'Ouest (après la chute du mur de Berlin en 1989) et s'est poursuivie avec la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie (divisée pacifiquement en République tchèque et en Slovaquie), la Bulgarie, les États baltes, etc., tandis que d'autres pays, comme la Biélorussie et l'Ukraine, ont continué à être soumis beaucoup plus directement à une forte influence de Moscou, malgré leur « indépendance ».

Cette longue transmigration a entraîné, outre l'intégration de nombre de ces pays dans l'Union européenne, l'affiliation de beaucoup d'entre eux à l'OTAN (République tchèque, Hongrie, Pologne, Bulgarie, Estonie, Lituanie,

Lettonie, Roumanie, Slovaquie).

L'OTAN, l'Alliance Atlantique militaire, a été fondée en 1949 par les États-Unis et onze autres pays d'Europe occidentale. En 1955, l'Allemagne de l'Ouest adhéra à l'Alliance ; c'est alors que Moscou, voyant les forces militaires de l'OTAN stationnées aux portes de l'Allemagne de l'Est –notoirement le côté le plus stratégique des frontières européennes du fameux « rideau de fer » – s'est empressée d'unir, dans ce qui est devenu le Pacte de Varsovie, les forces armées de l'URSS et des autres pays d'Europe de l'Est qui faisaient partie de ses dominions occidentaux (Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie), constituant ainsi un important rideau défensif contre des attaques terrestres et aériennes tout au long d'une ligne allant des frontières des États baltes à la mer Noire.

Avec l'effondrement de l'URSS, le Pacte de Varsovie s'est dissous et le rideau défensif formé par les pays de ce Pacte a disparu ; la grave crise économique et politique connue par la Russie dans les années 1990 l'a contrainte à se replier à l'intérieur des seules frontières de la Fédération de Russie, en essayant de maintenir et de consolider les liens avec les groupes ethniques russes qui vivaient dans certains pays (pays baltes, Biélorussie, Moldavie, Ukraine).

Il suffit de regarder une carte pour comprendre qu'en étant présente en Biélorussie et en Ukraine, la Russie dispose encore, d'un point de vue militaire, d'un zone tampon efficace, et d'un point de vue économique, surtout en ce qui concerne l'Ukraine, d'un excellent allié tant pour la production agricole que pour la production industrielle et énergétique. De toute évidence, Moscou n'a pas vu d'un bon oeil l'inclinaison de l'Ukraine à intégrer l'Union européenne, sans parler de l'OTAN. Tout comme la Maison Blanche n'avait pas du tout apprécié en 1962 l'installation de missiles russes à Cuba, elle n'apprécierait pas du tout l'installation de missiles américains en Ukraine si celle-ci rejoignait l'OTAN. En 1962, l'Amérique menaçait de faire la guerre à la Russie, déclenchant ainsi une guerre mondiale ; soixante ans plus tard, en 2022, la Russie, en occupant l'Ukraine, cherche à prévenir l'installation de missiles américains en Ukraine... « pour éviter une guerre mondiale »...

À l'heure où les pays européens ont montré qu'ils n'avaient pas la capacité, ou l'intérêt, de s'unir politiquement étant donné la concurrence impérialiste féroce entre eux, y compris entre l'Allemagne et la France, et à l'heure où même les États-Unis rencontrent de sé-

rieuses difficultés à maintenir leur suprématie politique dans le dit « monde occidental », la Russie ose des opérations qu'elle n'aurait même pas imaginées il y a seulement quinze ans. Ses interventions en Syrie et en Libye, son « alliance » subtile avec la Turquie, en profitant de l'ambition d'Ankara de se tailler une place parmi les puissances régionales du Moyen-Orient, ainsi que la conduite désastreuse de la guerre américano-européenne en Irak, en Libye, en Syrie et en Afghanistan, signent une série de pas que l'impérialisme russe, historiquement expert à attendre patiemment de se mouvoir (avec le « Général hiver » comme allié supplémentaire), est en train d'accomplir pour récupérer au moins une partie de son ancienne puissance impérialiste.

Mais l'impérialisme n'a de force que s'il repose sur des bases économiques et financières solides. Et l'impérialisme russe ne peut rivaliser en force économique et financière avec l'impérialisme américain. En revanche, il est doté d'une puissante force militaire, et notamment nucléaire, et c'est cet aspect qui inquiète Washington, Berlin, Paris, Londres et Rome et sur lequel il mise évidemment.

Le territoire russe s'étend de l'Europe à l'Asie ; cette immensité sur deux continents s'est avérée être à la fois une force (en cas d'attaque, par exemple par l'ouest, il est possible de se replier sur un vaste territoire pour réorganiser ses forces et contre-attaquer), mais aussi une faiblesse (en cas d'attaque des deux côtés, de l'est et de l'ouest, il est beaucoup plus difficile d'organiser la contre-attaque). Mais occuper la Russie, prendre Moscou (ce qui reviendrait dans le cas français la France à prendre Paris), n'a jamais été une tâche facile ; Napoléon a essayé, l'Empire allemand l'a tenté pendant la première guerre mondiale, l'Allemagne nazie a essayé aussi lors de la deuxième guerre mondiale, mais personne n'y a réussi.

Une seule force a réussi à renverser le pouvoir en Russie, alors centré à Petrograd : la révolution prolétarienne et communiste de 1917 ; cette force représentait le fer de lance de la révolution mondiale qui visait à renverser les pouvoirs bourgeois non seulement en Russie mais aussi à Varsovie, Budapest, Berlin, Vienne et ensuite à Paris, Londres, en vue de la révolution en Orient, en Chine, et dans l'Occident profond, en Amérique. Ce grand dessein révolutionnaire ne s'est pas réalisé, non seulement parce que les puissances impérialistes européennes et américaines ont résisté et contre-attaqué avec une force décuplée (comme le soutenait Trotsky), mais surtout à cause de l'oeuvre de l'op-

portunisme réformiste et, plus tard, stalinien, qui, tel un cancer, a débilisé le prolétariat, sa lutte et les partis qui étaient censés le guider et le diriger dans tous les pays, jusqu'à les effacer de l'horizon pendant des décennies.

Au cours des cinquante dernières années qui nous séparent de la grande crise mondiale de 1975 et de la fin des grands mouvements anticoloniaux, nous avons assisté à une interminable série de guerres locales, régionales, voire tribales, dans lesquelles les différentes puissances impérialistes ont été constamment impliquées, directement ou indirectement. Ces guerres ont presque toujours eu lieu à la « périphérie » de l'impérialisme, en Afrique, en Asie, en

(Suite en page 12)

« Il Comunista »

Nr.171

Dicembre 2021 - Gennaio 2022

Nell'interno

- Contro una borghesia scaltra e vigliacca che inferisce su un proletariato già piegato dall'opera pluridecennale dei collaborazionisti sindacali e politici e da un peggioramento generalizzato delle condizioni di vita e di lavoro, la via d'uscita è solo nella ripresa generale della lotta di classe!
- Covid-19, controllo sociale e «ripresa economica»
- Venti di guerra in Europa
- Capitalismo e strage di proletari
- Quadro internazionale - Le nostre prese di posizione : • *Morti in Bielorussia, anegamenti nella Manica e nel Mediterraneo: la borghesia europea è responsabile del tragico destino dei migranti!* • *Tensioni al confine russo-ucraino: solo il proletariato può porre fine agli scontri fra Stati imperialisti* • *Kazakistan: scioperi e rivolte fanno vacillare il regime*
- La Comune di Parigi, 18 marzo-28 maggio 1871. Fase della costituzione del proletariato in classe dominante. (4-fine)
- Italia: una borghesia cinica e vendicativa, assetata di profitti e di controllo sociale, colpisce i lavoratori salariati perché anche il resto della popolazione si pieghi alle sue esigenze di sopravvivenza come classe dominante
- Il movimento dannunziano (Fiume, il fascismo e il proletariato)
- Communist Program riprende le pubblicazioni
- Riders in lotta
- Appello alla solidarietà con la lotta Rider
- Accordo Just Eat e Cgil, Cisl e Uil: i riders sono dipendenti...
- Avviso ai lettori, simpatizzanti, compagni

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €; 50 CHF; £ 12

Dans son affrontement avec l'impérialisme américain et les impérialismes européens, l'impérialisme russe lance ses troupes à la reconquête territoriale de zones stratégiques de l'Ukraine: après la Crimée, le Donbass, puis Odessa ?

(Suite de la page 11)

Amérique latine, dans les territoires où la domination coloniale la plus brutale s'est exercée pendant des siècles, tandis que l'Europe occidentale et l'Amérique apparaissaient comme des lieux où régnait la paix, continuant à faire croire aux prolétaires des métropoles que cette paix dans laquelle ils vivaient était due à la démocratie, à la civilisation moderne et au développement capitaliste. Mais ce développement, de même qu'il conduisit à la crise mondiale de 1975, déboucha sur l'effondrement de l'URSS et sur les heurts en Yougoslavie, qui s'est également effondrée sous les coups de la crise économique et de la guerre entre nationalismes retrouvant une force nouvelle : alors, disait-on, la guerre frappe aux portes de l'Europe – et elle l'a fait pour toute une décennie.

Aujourd'hui, elle frappe à nouveau, toujours aux portes de l'Est, cette fois en Ukraine, mais, contrairement à la décennie yougoslave (1991-2001), aucun impérialisme occidental, pas même les États-Unis, n'entend s'impliquer militairement dans la défense de la très sainte souveraineté nationale de Kiev !

La Russie a bien calculé son timing : elle a laissé la porte ouverte aux discussions diplomatiques et, en même temps, elle a massé 170 à 190 mille soldats aux frontières de l'Ukraine, prêts à intervenir – comme l'ont fait à maintes reprises les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne – en tant que « forces d'interposition » ; non pas en tant que forces d'occupation mais en tant que forces militaires défendant la « souveraineté » des deux républiques autoproclamées, officiellement reconnues quelques jours auparavant par la Douma russe. Le prétexte de l'attaque militaire de grande ampleur était sur la table ; Poutine n'a eu aucun mal à l'utiliser pour justifier l'intervention militaire, dont il a annoncé les deux objectifs : protéger la population des deux républiques séparatistes du Donbass de la répression ukrainienne, et démilitariser l'Ukraine du pouvoir « nazi » du gouvernement de Kiev.

La réaction américaine s'est réduite à la menace de sanctions, plus dures que celles déjà mises en place en 2014 lors de la prise de la Crimée par la Russie, tant sur le plan économique que financier. Après la rebuffade reçue par Ma-

cron et Scholtz, qui s'étaient précipités à Moscou pour dissuader Poutine d'envahir l'Ukraine, l'Union européenne a rejoint Washington : sanctions, sanctions, sanctions.

Les intérêts commerciaux et financiers de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, de la Pologne et de beaucoup d'autres pays européens avec la Russie ont un poids important, et pas seulement en ce qui concerne le gaz naturel qui, à travers les nombreux gazoducs existants, arrive en Europe occidentale pour couvrir environ 40% de ses besoins énergétiques : un pourcentage qui ne peut être garanti que par la Russie, et qui pourrait même augmenter lorsque Nord Stream 2, le gazoduc déjà prêt et qui, au fond de la mer Baltique, arrive de la Russie directement en Allemagne sans passer par un pays tiers, commencera à fonctionner.

L'Allemagne et l'Italie, les deux principaux pays industriels d'Europe, sont ceux qui dépendent de manière significative du gaz russe. Si la Russie, en réaction aux lourdes sanctions qui lui sont infligées devait fermer les robinets de gaz à l'Europe, l'Allemagne et l'Italie seraient les pays qui paieraient immédiatement le prix le plus élevé. Bien sûr, la Russie serait également perdante, car elle ne trouverait pas facilement une alternative, pas même avec la Chine, qui dernièrement semble intéressée par le gaz russe. Par conséquent, des sanctions trop lourdes ne seront pas déclenchées de part et d'autre, malgré une pression américaine considérable sur les Européens. Les intérêts en jeu sont trop importants pour les mettre en péril juste pour plaire à Washington. Tant qu'il s'agit de discours, aussi durs que l'on veut... et de sanctions qui n'entraînent pas un prix trop élevé à payer, d'accord ; mais s'il s'agit de porter un coup mortel à la reprise économique qui vient de naître après les années de pandémie..., il n'en n'est pas question, pour l'Allemagne en premier lieu, la seule à pouvoir résister à la pression de Washington et, en même temps, à celle de Moscou.

Par conséquent, l'expédition militaire de Moscou en Ukraine continuera, au milieu des cris et des pleurs de toutes les chancelleries occidentales pour la violation de la souveraineté nationale et de la démocratie; mais les affaires sont les affaires ; en 2014 face à l'interven-

tion militaire russe en Crimée, les sanctions occidentales contre Moscou n'ont arrêté ni l'occupation ni l'annexion; comment pourraient elles arrêter l'occupation militaire russe du Donbass (qui est la région minière la plus importante d'Ukraine), voire la guerre en Ukraine ?

Il est plus probable, étant donné la situation générale actuelle des rapports de force inter-impérialistes, que ce qui s'est en partie produit en Géorgie se reproduise en Ukraine ; à savoir que la Russie 1) empêche le pays d'être affilié à l'OTAN, 2) que la partie du pays habitée par des groupes ethniques russes se détache en une république autonome et serve de tremplin à de futures opérations de plus grande envergure, 3) que les coins que représentent ces zones séparatistes portent également leurs fruits d'un point de vue économique et en termes de voies de communication avec d'autres pays directement contrôlés par le pouvoir russe, 4) qu'ils constitueront un avertissement constant pour les pays voisins de la présence militaire russe, prête à intervenir rapidement pour défendre les frontières sacrées même loin de Moscou, ou pour annexer les territoires lorsque la situation générale semble favorable à une éventuelle annexion. Il ne faut pas oublier que l'impérialisme ne signifie pas seulement l'économie des monopoles et du capital financier, mais aussi l'occupation et l'annexion de territoires.

Comme nous l'avons écrit dans notre prise de position du 25 décembre : *« L'Ukraine est l'un des endroits qui peuvent devenir un foyer de guerre impérialiste lorsque les tensions internationales aiguës par les crises économiques, pousseront à nouveau les grands impérialismes vers un troisième conflit mondial. Les « nuées » menaçantes ne cessent de s'accumuler, mais nous ne sommes cependant pas encore à la veille d'un tel conflit ; d'ailleurs les futures alliances de guerre ne sont pas encore fixées : la Russie et les États-Unis réussiront-ils à s'entendre contre la Chine, ou l'axe russo-chinois contre les États-Unis se concrétisera-t-il ? »*

Pendant ce temps, la Chine regarde ce qui se passe et enregistre les différentes réactions des impérialistes en lice, dans la position d'un futur protagoniste, désireux de comprendre le type d'attitude et de force de ceux qui pourraient devenir les alliés ou les ennemis de demain. Il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle, elle souhaite justifier les actions de Moscou en fonction anti-américaine et que demain, après avoir mis la main sur Hong Kong, elle vise à s'emparer de Taïwan (l'île de Formose) que Pékin a toujours considéré comme une partie intégrante de la Chine, soustraite en 1949

à l'unité territoriale nationale par l'impérialisme anglo-américain, avec la Russie à ses côtés.

L'époque impérialiste est l'époque des guerres permanentes, à différents niveaux, en fonction de l'accumulation des contradictions sociales et de la succession des crises économiques et financières qui la caractérisent. Ce ne sont pas, comme cela ne l'a jamais été, les accords diplomatiques et de « paix » qui suivent les conflits, même les plus dévastateurs, qui empêcheront la course naturelle du capitalisme vers la guerre ; les deux guerres impérialistes mondiales du siècle dernier projettent leur ombre sur la prochaine troisième guerre mondiale vers laquelle se précipitent inexorablement les contrastes inter-impérialistes.

La seule force capable de l'empêcher ou de l'arrêter ne sera jamais bourgeoise et impérialiste, pas même sous sa forme la plus démocratique et « civilisée » ; ce sera la force sociale représentée par la classe ouvrière, par le prolétariat, qui dans le monde entier est contraint aux mêmes conditions salariales et que les mêmes contradictions économiques et sociales poussent à faire de l'antagonisme de classe qui caractérise la société bourgeoise, le ressort d'une lutte non pacifique, non démocratique, non parlementaire, mais de classe: alors la guerre impérialiste se

transformera en guerre civile, comme Marx et Engels l'ont affirmé après l'expérience de la Commune de Paris et comme Lénine et l'Internationale Communiste le proclamèrent après la révolution victorieuse d'octobre 1917.

Pour que le prolétariat soit préparé à ce rendez-vous historique avec sa révolution de classe, il doit se débarrasser de l'épaisse couche de légalisme, de pacifisme et de démocratisation dont l'opportunisme collaborationniste l'a revêtu, non pas pour l'émanciper mais pour l'étouffer, l'emprisonnant dans des chaînes encore plus serrées aux besoins exclusifs du capitalisme.

Le pouvoir bourgeois dans tous les pays a fait, fait et fera toujours appel à la patrie, aux valeurs nationales, à la culture et à l'unité nationales, pour lesquelles il oblige et obligera toujours le prolétariat à donner sa sueur et verser son sang en temps de paix comme en temps de guerre. Aujourd'hui, en dépit des cris de liberté et de souveraineté populaire, c'est le nationalisme pourri grand-russe qui se heurte au nationalisme pourri de l'Ukraine, C'est contre toutes les formes de nationalisme que les prolétaires doivent se battre car le nationalisme est l'un des vecteurs les plus dangereux et les plus efficaces de la division entre eux. L'union des prolétaires ne peut pas se faire sur le terrain de la nation, mais seulement sur le

terrain de classe, anticapitaliste, anti-bourgeois et donc internationaliste.

Contre l'embrigadement des prolétaires dans les armées nationales bourgeoises !

Contre l'effusion de sang prolétarien pour faire triompher une bande d'exploiteurs et de tortionnaires contre la bande d'exploiteurs et de tortionnaires adverse !

Contre toute forme de concurrence entre prolétaires !

Pour la solidarité de classe entre les prolétaires ukrainiens et russes, pour l'union des prolétaires de toutes les nationalités et ethnies par-dessus les frontières bourgeoises !

Pour la reprise de la lutte de classe menée avec des moyens et des méthodes de classe, pour la défense exclusive des intérêts immédiats et généraux prolétariens !

Pour la reconstitution du parti de classe, du parti communiste révolutionnaire internationaliste et international !

24/2/2022

(1) Voir ci-dessous « Tensions à la frontière ukrainienne : seul le prolétariat peut mettre fin aux affrontements impérialistes »

Tensions à la frontière ukrainienne: seul le prolétariat peut mettre fin aux affrontements impérialistes

Le premier décembre dernier, les États-Unis, par la voix du secrétaire d'État Blinken, indiquaient disposer de « preuves » « d'importants actes agressifs envers l'Ukraine » de la part de la Russie, important rival des États-Unis dans le concert des nations impérialistes. Et Anthony Blinken de sortir les muscles en promettant de lui faire payer « un prix élevé » (1). Qu'est-ce qui motive cet énième échange de provocations et autres menaces plus ou moins ouvertes ? (2) Il s'agit du déploiement massif de troupes russes à la frontière russo-ukrainienne, Kiev y voyant les prémices d'une possible invasion de l'est du pays par la Russie. De son côté, la Russie accuse l'Ukraine de masser une part importante de ses troupes dans ce même est ukrainien.

Ces tensions russo-ukrainiennes ne sont elles non plus nouvelles. Depuis l'indépendance de l'Ukraine vis-à-vis de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en décembre

1991, lors de l'accord de Minsk, qui acte par là-même la dissolution du pays, les tensions entre l'Ukraine et son puissant voisin n'ont cessé de se renforcer. Le point d'orgue de ce climat conflictuel intervient en 2014 avec une prétendue « révolution » opposant le mouvement « Euromaïdan » pro-européen et les nationalistes ukrainiens, au président pro-russe Viktor Ianoukovytch, finalement destitué par la rue. Les conflits vont très vite se cristalliser autour de la région du Donbass dans l'est de l'Ukraine, à 40 % russophone et territoire d'implantation historique de l'industrie lourde, notamment autour des villes de Donetsk, Makelevka, Kramatorsk et Gorlovka.

Cette région est donc stratégique, aussi bien pour la Russie, qui profita longtemps des débouchés de cette production industrielle, que pour l'Ukraine, dont une part importante des richesses – 25 % des richesses totales du pays proviennent des usines de Donetsk – provient de la région et de son tissu in-

dustriel. Ainsi dès février 2014, des manifestations anti-Maïdan vont éclater dans les villes de l'est de l'Ukraine, principalement dans le Donbass et en Crimée. Cette dernière va se voir annexée par la Russie, annexion ratifiée par un référendum organisé en mars 2014 qui aboutit à un résultat de 96,77 % de oui en faveur du rattachement de la péninsule à la Russie. Ce référendum n'est pas reconnu par l'Ukraine et la communauté internationale qui le juge entaché de fraudes et non conforme au droit international, le parlement de Crimée à l'origine du référendum étant considéré comme non légitime.

Parallèlement, la région du Donbass se trouve être le terrain d'une véritable guerre civile opposant le gouvernement ukrainien aux républiques séparatistes de Donetsk et Lougansk, deux États fantoches non reconnus par la communauté internationale, même pas par la Russie, qui fournit cependant son soutien militaire dans le cadre du conflit. Ce dernier, qui a provoqué plus de dix mille morts, est depuis considéré comme un « conflit de basse intensité », ayant malgré tout entraîné le déplacement de

(Suite en page 14)

Tensions à la frontière ukrainienne ...

(Suite de la page 13)

plus d'un million et demi de personnes depuis le début des combats.

C'est dans ce contexte de « guerre hybride », c'est-à-dire d'affrontement mêlant opérations militaires conventionnelles, guerre asymétrique et cyberattaques, que prend place ce nouveau déploiement militaire de la part des deux protagonistes. Le véritable but de ce bras de fer dépasse cependant le seul cadre des relations russo-ukrainiennes, il est lié à la crainte de la Russie de voir l'Ukraine intégrer l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), alliance militaire regroupant 30 États, la plupart européens, sous la domination du parrain américain. Or, après l'intégration en 2004 des États baltes, la Russie craint qu'un autre de ses voisins du fameux « étranger proche » (3) n'intègre cette organisation, qu'elle considère comme une menace directe pour ses intérêts vitaux. L'OTAN a immédiatement pris la défense de l'Ukraine dans cette affaire, affirmant, par la voix de son secrétaire général, le travailliste norvégien Jens Stoltenberg, « Nous restons déterminés à apporter un soutien politique et pratique à la Géorgie et à l'Ukraine » (4).

Pourtant, en dépit de ce que peut affirmer la presse bourgeoise (5), les pays membres de l'OTAN ne forment pas un front uni. Comme l'ont montré Karl Marx et Friedrich Engels, la concurrence est consubstantielle au mode de production capitaliste et à l'ordre bourgeois. Dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Friedrich Engels écrivait ainsi, « La concurrence est l'expression la plus parfaite de la guerre de tous contre tous qui fait rage dans la société bourgeoise moderne. Cette guerre, guerre pour la vie, pour l'existence, pour tout, et qui peut donc être, le cas échéant, une guerre à mort, met aux prises non seulement les différentes classes de la société, mais encore les différents membres de ces classes; chacun barre la route à autrui; et c'est pourquoi chacun cherche à évincer tous ceux qui se dressent sur son chemin et à prendre leur place. Les travailleurs se font concurrence tout comme les bourgeois se font concurrence. » (6).

Or, ce qui est vrai pour les entreprises capitalistes l'est aussi pour les États impérialistes. Ainsi, même si l'OTAN, depuis sa création, est sous la domination hégémonique du parrain nord-américain, certains pôles contes-

taires ont cherché à défendre des orientations stratégiques qui peuvent différer de celles des États-Unis. C'est notamment le cas de l'Allemagne, opposée aux États-Unis sur la question de l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. La position de l'Allemagne vis-à-vis de ses alliés de l'OTAN est incompréhensible si l'on fait l'impasse sur les intérêts économiques communs à l'Allemagne et à la Russie. Fidèles à la conception matérialiste de l'histoire développée par Marx, nous continuons de mettre en évidence le poids des déterminants économiques dans la conduite des relations inter-impérialistes.

C'est le projet « Nord Stream 2 » qui est le symbole le plus important des liens économiques entre la Russie et l'Allemagne. Ce gazoduc reliant les deux pays via la mer Baltique, dont les travaux ont pris fin en septembre 2021 après plusieurs années d'une longue et difficile gestation, du fait notamment de l'opposition des États-Unis à ce projet, a pour but d'alimenter en gaz d'origine russe le continent européen. Ce sont ces rapports économiques qui expliquent le refus historique de l'Allemagne de vendre des armes à l'Ukraine, par refus de froisser cet important partenaire commercial qu'est la Russie. Ainsi, en mai 2021, « les autorités allemandes ont utilisé le droit de veto au sein de l'Otan pour interdire la fourniture d'armes à Kiev et ont bloqué la livraison de 90 fusils américains Barrett M82 et 20 fusils antitank EDM4S-UA de la Lituanie. L'Ukraine en avait fait la demande au début de 2021 dans le cadre de l'Agence de soutien et d'acquisition de l'Otan (NATO Support and Procurement Agency) » (7).

Ces tensions à la frontière ukrainienne mettent au grand jour les contradictions à l'œuvre au sein d'un jeu inter-impérialiste complexe où les affrontements Occident-Russie ne doivent pas faire oublier les rapports de force et enjeux internes au sein même des groupements impérialistes. Plus que la défense de prétendues valeurs occidentales contre l'« illibéralisme » russe ou de l'intégrité des États souverains, ce sont bien les intérêts économiques propres aux États impérialistes qui déterminent les orientations géostratégiques et géopolitiques, d'où ces inévitables et prétendument imprévisibles louvoisements et autres « trahisons », comme dans l'affaire des sous-marins vendus à l'Australie.

Pour l'instant, il semblerait que cet affrontement ne soit encore qu'un affrontement diplomatique et verbal et qu'aucun des États ne soit véritablement désireux d'aller vers un conflit armé ou même tout simplement économique. Ain-

si, derrière les coups de menton du secrétaire d'État Blinken, qui affirme « Nous avons clairement dit au Kremlin que nous riposterions, notamment par une série de mesures économiques à impact élevé que nous nous sommes retenus d'utiliser par le passé », ce dernier s'empresse immédiatement de préciser que « la diplomatie est la seule manière responsable de résoudre cette crise potentielle ». De même, Vladimir Poutine a cherché à tempérer les ardeurs belliqueuses de la Russie, s'affirmant lui aussi partisan d'une solution diplomatique. « Nous proposons d'entamer des négociations de fond sur ce sujet. [...] Nous avons besoin de garanties juridiques, puisque nos collègues occidentaux n'ont pas respecté leurs obligations orales appropriées », a-t-il ainsi souligné (8).

Mais si l'épisode actuel n'aboutit pas directement à un affrontement militaire, on peut affirmer avec certitude que dans un futur pas si lointain, les contradictions économiques et géopolitiques seront telles qu'elles impliqueront des interventions armées et des affrontements directs. Contrairement aux espérances des pacifistes démocrates bourgeois de tout poil, le capitalisme ne peut pas être un facteur de paix, de réconciliation entre les peuples ou d'apaisement. Comme le disait le socialiste réformiste français Jean Jaurès, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». L'Ukraine est l'un des endroits qui peuvent devenir un foyer de guerre impérialiste lorsque les tensions internationales aiguës par les crises économiques, pousseront à nouveau les grands impérialismes vers un troisième conflit mondial. Les « nuées » menaçantes ne cessent de s'accumuler, mais nous ne sommes cependant pas encore à la veille d'un tel conflit ; d'ailleurs les futures alliances de guerre ne sont pas encore fixées : la Russie et les États-Unis réussiront-ils à s'entendre contre la Chine, ou l'axe russo-chinois contre les États-Unis se concrétiserait-il, etc. ? A n'en pas douter les cercles impérialistes envisagent toutes les hypothèses et se préparent à des guerres en Europe, comme le démontrent les chefs militaires français (9).

Quoi qu'il en soit des contradictions impérialistes et de leurs conséquences une seule classe sociale est en mesure de mettre fin définitivement à la guerre et de faire de la fraternité entre les hommes autre chose qu'un songe creux. Certes, le prolétariat, particulièrement en Ukraine et en Russie, actuellement à les plus grandes difficultés à lutter sur des bases de classe, noyé qu'il est dans les luttes interclassistes ou petites bourgeoises, illusionné par les mirages dé-

mocratiques et paralysé par la propagande nationaliste.

Mais aussi sûr que le jour succède à la nuit, les contradictions intrinsèques au mode de production capitaliste ne pourront que réveiller ce géant endormi, le poussant à rompre totalement avec la bourgeoisie et ses valets et à reconstituer ses organisations de classe : alors, sous la direction de son parti de classe, il pourra se lancer dans la lutte finale contre le capitalisme.

Pas une seule goutte de sang prolétaire pour défendre les frontières et la souveraineté nationale bourgeois!

Pour l'union des prolétaires de Russie, d'Ukraine et d'ailleurs contre le capitalisme et l'impérialisme!

Pour la reprise de la lutte de classe dans la perspective de la révolution communiste internationale afin que l'humanité en finisse à jamais avec les guerres !

25/12/2021

(1) Cf « Tensions entre la Russie et l'Ukraine : troupes massées à la frontière, Moscou mis en garde par Washington... Le point sur la situation », *Le Monde*, 1/12/21

(2) Quelques mois plus tôt, Joe Biden avait qualifié Vladimir Poutine de « tueur », provoquant des réponses du même acabit de la part de la Russie et témoignant d'une véritable guerre froide diplomatique entre les deux puissances. (3) Dans la doctrine géopolitique russe, l'étranger proche désigne les États membres de la Communauté des États indépendants (CEI), structure créée en 1991 pour remplacer l'URSS.

(4) Cf « Tensions entre la Russie et l'Ukraine », *Le Monde*, art. cité.

(5) Par exemple cet article au titre édifiant du journal *Le Monde*, « Les pays de l'OTAN unis face aux « intimidations » de la Russie en Ukraine », daté du 01/12/21.

(6) Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845, chapitre « La concurrence ».

(7) Cf cet article de l'agence de presse de l'État ukrainien, Urinform, « L'Ukraine mène des pourparlers avec l'Allemagne pour débloquer l'achat des armes par l'intermédiaire de l'Agence de soutien et d'approvisionnement de l'OTAN par l'intermédiaire de l'Agence de soutien et d'approvisionnement de l'OTAN », www.ukrinform.fr, 14 décembre 2021.

(8) Cf « Tensions entre la Russie et l'Ukraine », *Le Monde*, art. cité.

(9) Cf « Vents de guerre en Europe », *Le Prolétaire* n°542

Les leçons de la Commune

Léon Trotsky

(Suite de la page 1)

tané des idéaux du mouvement ouvrier et de la République» (bourgeoise) !!!

C'est aussi contre cette bande que devra naître la Commune de l'avenir, débarrassée de ses scories et enrichie des expériences des luttes et des révolutions prolétariennes qui l'ont suivie, et étendue au monde entier. Contre les commémorations de ses faux amis, nous donnons ici l'analyse d'un authentique combattant révolutionnaire, écrite au feu de la guerre civile en Russie.

Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise. La guerre franco-allemande fut une explosion sanglante présage d'une immense boucherie mondiale, la Commune de Paris, un éclair, présage d'une révolution prolétarienne mondiale.

La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti, ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures. Les patriotes petits-bourgeois, qui se croyaient socialistes et cherchaient l'appui des ouvriers, n'avaient en fait aucune confiance en eux. Ils ébranlaient la foi du prolétariat en lui-même, ils étaient continuellement à la recherche d'avocats célèbres, de journalistes, de députés, dont tout le bagage ne consistait qu'en une dizaine de phrases vaguement révolutionnaires, afin de leur confier la direction du mouvement.

La raison pour laquelle Jules Favre, Picard, Garnier-Pagès et Cie ont pris le pouvoir à Paris le 4 septembre, est la même que celle qui a permis à Paul-Boncour, à A. Varenne, à Renaudel et à plu-

sieurs autres, d'être pendant un temps les maîtres du parti du prolétariat.

Les Renaudel et les Boncour et même les Longuet et les Pressemane par leurs sympathies, leurs habitudes intellectuelles et leurs procédés, sont beaucoup plus proches de Jules Favre et de Jules Ferry, que du prolétariat révolutionnaire. Leur phraséologie socialiste n'est qu'un masque historique qui leur permet de s'imposer aux masses. Et c'est justement parce que Favre, Simon, Picard et les autres ont usé et abusé de la phraséologie démocratico-libérale, que leurs fils et leurs petits-fils ont été obligés d'avoir recours à la phraséologie socialiste. Mais les fils et les petits-fils sont restés dignes de leurs pères et continuent leur oeuvre. Et quand il faudra décider non pas la question de la composition d'une clique ministérielle, mais celle beaucoup plus importante de savoir quelle classe en France doit prendre le pouvoir, Renaudel, Varenne, Longuet et leurs pareils seront dans le camp de Millerand - collaborateur de Galliffet, le bourreau de la Commune... Lorsque les bavards réactionnaires des salons et du Parlement se trouvent face à face, dans la vie, avec la Révolution, ils ne la reconnaissent jamais.

Le parti ouvrier - le vrai - n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fourmillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient et pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient, perdaient la tête à cause de l'in-

(Suite en page 16)

Les leçons de la Commune

Léon Trotsky

(Suite de la page 15)

décision des uns et de la franchise des autres. Le résultat fut que la Révolution éclata au milieu d'elles, trop tard. Paris était encerclé.

Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sa mémoire les leçons des révolutions passées, des combats d'autrefois, des trahisons réitérées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir.

Ces six mois furent une perte irréparable. Si en septembre 1870, à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'humanité, auraient pris une autre direction.

Si le 18 mars le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat de Paris, ce ne fut pas qu'il s'en fut emparé consciemment, mais parce que ses ennemis avaient quitté Paris.

Ces derniers perdaient du terrain de plus en plus, les ouvriers les méprisaient et les détestaient, la petite-bourgeoisie n'avait plus confiance en eux et la haute bourgeoisie craignait qu'ils ne fussent pas capables de la défendre. Les soldats étaient hostiles aux officiers. Le gouvernement s'enfuit de Paris pour concentrer ailleurs ses forces. Et ce fut alors que le prolétariat devint maître de la situation.

Mais il ne comprit que le lendemain. La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendit.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions.

Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles. Le fil qui liait les officiers et les soldats était bien mince. Et s'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé dans les armées en retraite - puisqu'il y avait possibilité de retraite - quelques centaines ou bien quelques dizaines d'ouvriers dévoués, et en leur donnant les directives suivantes: exciter le mécontentement des soldats contre les

officiers et profiter du premier moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts: il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente - non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, - dans le cas donné c'étaient des organes de la Garde nationale -, le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le comité central imagina des élections «légales» à la Commune. Il entra en pourparlers, avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la «légalité».

Si l'on avait préparé en même

temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais, en réalité, ces pourparlers, n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la «légalité» et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état «légal», les députés, les maires, etc., espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune «légale».

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyés par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous n'est qu'une commune parmi d'autres communes. Paris ne veut en imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la «dictature de l'exemple».

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise: l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact

Programme comuniste

Revue théorique du parti
comuniste international

No 106 (Juillet 2021)

- Pandémie, capitalisme et révolution comuniste
- Crise économique mondiale : état des lieux un an après
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (1)
- La guerre d'Espagne (2). La prétendue « gauche comuniste » espagnole et la « révolution démocratique »
- A. Bordiga. Sur le Fil du Temps. Pression « raciale » de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur
- Petit dictionnaire marxiste

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA +
Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 /
Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste - du genre de l'anarchisme mondain - couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste - héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois - est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de «lutte contre le centralisme despotique» et contre la discipline «étouffante» se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français - communisme socialiste et communisme syndicaliste - s'en délivrera, mieux ce sera pour la réalisation prolétarienne.

* * *

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théo-

rie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'oeil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

La comparaison du 18 mars 1871 avec le 7 novembre 1917 est de ce point de vue très instructive. A Paris, c'est un manque absolu d'initiative pour l'action de la part des cercles dirigeants révolutionnaires. Le prolétariat, armé par le gouvernement bourgeois est, en fait, maître de la ville, dispose de tous les moyens matériels du pouvoir - canons et fusils - mais il ne s'en rend pas compte. La bourgeoisie fait une tentative pour reprendre au géant son arme: elle veut voler au prolétariat ses canons. La tentative échoue. Le Gouvernement s'enfuit en panique de Paris à Versailles. Le champ est libre. Mais ce n'est que le lendemain que le prolétariat comprend qu'il est maître de Paris. Les «chefs» sont à la queue des événements, les enregistrent, quand ces derniers se sont déjà accomplis et font tout leur possible pour en émauser le tranchant révolutionnaire.

A Pétersbourg, les événements se sont développés autrement. Le parti allait fermement, décidément à la prise du pouvoir, ayant partout ses hommes, renforçant chaque position, élargissant toute fissure entre les ouvriers et la garnison d'une part et le gouvernement d'autre part.

La manifestation armée des journées de juillet, c'est une vaste reconnaissance faite par le parti pour sonder le degré de liaison intime entre les masses et la force de résistance de l'ennemi. La reconnaissance se transforme en lutte des avant-postes. Nous sommes

rejetés, mais, en même temps, entre le parti et les masses profondes s'établit une liaison par l'action. Les mois d'août, de septembre et d'octobre, voient un puissant flux révolutionnaire. Le parti en profite et augmente d'une manière considérable ses points d'appui dans la classe ouvrière et dans la garnison. Plus tard, l'harmonie entre les préparatifs de la conspiration et l'action de masse se fait presque automatiquement. Le Deuxième Congrès des Soviets est fixé pour le 7 novembre. Toute notre agitation antérieure devait conduire, à la prise du pouvoir par le Congrès. Ainsi, le coup d'Etat était d'avance adopté au 7 novembre. Ce fait était bien connu et compris par l'ennemi. Kerensky et ses conseillers ne pouvaient pas ne pas faire des tentatives pour se consolider, si peu que ce fût, dans Pétersbourg pour le moment décisif. Aussi avaient-ils besoin avant tout de faire sortir de la capitale la partie la plus révolutionnaire de la garnison. Nous avons de notre part profité de cette tentative de Kerensky pour en faire la source d'un nouveau conflit, qui eut une importance décisive. Nous avons accusé ouvertement le gouvernement de Kerensky - notre accusation a trouvé ensuite une confirmation écrite dans un document officiel - d'avoir projeté l'éloignement d'un tiers de la garnison de Pétersbourg, non pas à cause de considérations d'ordre militaire, mais pour des combinaisons contre-révolutionnaires. Ce conflit nous lia encore plus étroitement à la garnison et posa devant cette dernière une tâche bien définie, soutenir le Congrès des Soviets fixé au 7 novembre. Et puisque le gouvernement insistait - bien que d'une manière assez molle - pour que la garnison fut renvoyée, nous créâmes auprès du Soviet de Pétersbourg, se trouvant déjà entre nos mains, un Comité révolutionnaire de guerre, sous prétexte de vérifier les raisons militaires du projet gouvernemental.

Ainsi nous eûmes un organe purement militaire, se trouvant à la tête de la garnison de Pétersbourg, qui était, en réalité, un organe légal d'insurrection armée. Nous désignâmes, en même temps, dans toutes les unités militaires, dans les magasins militaires, etc., des commissaires (Communistes). L'organisation militaire clandestine accomplissait des tâches techniques spéciales et fournissait au Comité révolutionnaire de guerre, pour des tâches militaires importantes, des militants en qui on pouvait avoir pleine confiance. Le travail essentiel concernant la préparation, la réalisation et l'insurrection armée se faisait ouver-

(Suite en page 18)

Les leçons de la Commune

Léon Trotsky

(Suite de la page 17)

tement et avec tant de méthode et de naturel que la bourgeoisie, avec Kerensky en tête, ne comprenait pas bien ce qui se passait sous ses yeux. (A Paris, le prolétariat ne comprit que le lendemain de sa victoire réelle - qu'il n'avait pas d'ailleurs consciemment cherchée - qu'il était maître de la situation. A Pétrograd, ce fut le contraire. Notre parti, s'appuyant sur les ouvriers et la garnison, s'était déjà emparé du pouvoir, la bourgeoisie passait une nuit assez tranquille et n'apprenait que le lendemain que le gouvernail du pays se trouvait entre les mains de son fossoyeur.

En ce qui concerne la stratégie, il y avait dans notre parti beaucoup de divergences d'opinion.

Une partie du Comité Central se déclara, comme on le sait, contre la prise du pouvoir, croyant que le moment n'était pas encore venu de le faire, que Pétrograd se trouverait détaché du reste du pays, les prolétaires des paysans, etc.

D'autres camarades croyaient que nous n'attribuions pas assez d'importance aux éléments de complot militaire. Un des membres du Comité Central exigeait en octobre l'encercllement du théâtre Alexandrine, où siégeait la Conférence Démocratique, et la proclamation de la dictature du Comité central du Parti. Il disait: en concentrant notre agitation de même que le travail militaire préparatoire pour le moment du Deuxième Congrès, nous montrons notre plan à l'adversaire, nous lui donnons la possibilité de se préparer et même de nous porter un coup préventif. Mais il n'y a pas de doute que la tentative d'un complot militaire et l'encercllement du Théâtre Alexandrine auraient été un fait trop étranger au développement des événements, que cela aurait été un événement déconcertant pour les masses.

Même au Soviet de Pétrograd, où notre fraction dominait, une pareille entreprise prévenant le développement logique de la lutte aurait provoqué, à ce moment, un grand désarroi, et surtout parmi la garnison où il y avait des régiments hésitants et peu confiants, en premier lieu les régiments de cavalerie. Il aurait été beaucoup plus facile à Kerensky d'écraser un complot non attendu par les masses, que d'attaquer la garnison, se consolidant de plus en plus sur ses positions: la défense de son inviolabilité au nom du futur Congrès des Soviets. La majorité du Comité central rejeta donc

le plan de l'encercllement de la Conférence démocratique et elle eut raison. La conjoncture était fort bien évaluée: l'insurrection armée, presque sans effusion de sang, triompha précisément le jour, fixé d'avance et ouvertement pour la convocation du Deuxième Congrès des Soviets.

Cette stratégie ne peut pourtant pas devenir une règle générale, elle demande des conditions déterminées. Personne ne croyait plus à la guerre avec les Allemands, et les soldats les moins révolutionnaires, ne voulaient pas partir de Pétrograd au front. Et bien que pour cette seule raison la garnison était tout entière du côté des ouvriers, elle s'affermait dans son point de vue à mesure que se découvraient les machinations de Kerensky. Mais cet état d'esprit de la garnison de Pétrograd avait une cause plus profonde encore dans la situation de la classe paysanne et dans le développement de la guerre impérialiste. S'il y avait eu scission dans la garnison et si Kerensky avait reçu la possibilité de s'appuyer sur quelques régiments, notre plan aurait échoué. Les éléments de complot purement militaire (conspiration et grande rapidité dans l'action) auraient prévalu. Il aurait fallu, bien entendu, choisir un autre moment pour l'insurrection.

La Commune eut de même la complète possibilité de s'emparer des régiments même paysans, car ces derniers avaient perdu toute confiance et toute estime pour le pouvoir et pour le commandement. Pourtant elle n'a rien entrepris dans ce but. La faute est ici non pas aux rapports de la classe paysanne et de la classe ouvrière, mais à la stratégie révolutionnaire.

Quelle sera la situation sous ce rapport dans les pays européens à l'époque actuelle? Il n'est pas facile de prédire quelque chose là-dessus. Pourtant les événements se développent lentement et les gouvernements bourgeois faisant tous leurs efforts pour utiliser l'expérience passée, il est à prévoir que le prolétariat pour s'attirer les sympathies des soldats aura, à un moment donné, à vaincre une grande résistance, bien organisée. Une attaque habile et à l'heure propice de la part de la révolution sera alors nécessaire. Le devoir du parti est de s'y préparer. Voilà justement pourquoi il doit conserver et développer son caractère d'organisation centralisée, qui dirige ouvertement le mouvement révolutionnaire des masses et est, en même temps, un appareil

clandestin de l'insurrection armée.

* * *

La question de l'éligibilité du commandement fut une des raisons du conflit entre la Garde nationale et Thiers. Paris refusa d'accepter le commandement désigné par Thiers. Varlin formula ensuite la revendication d'après laquelle tout le commandement de la Garde nationale, d'en bas jusqu'en haut, devrait être élu par les gardes nationaux eux-mêmes. C'est là que le Comité central de la Garde nationale trouva son appui.

Cette question doit être envisagée des deux côtés: du côté politique et du côté militaire, qui sont liés entre eux, mais qui doivent être distingués. La tâche politique consistait à épurer la Garde nationale du commandement contre-révolutionnaire. L'éligibilité complète en était le seul moyen, la majorité de la Garde nationale étant composée d'ouvriers et de petits-bourgeois révolutionnaires. Et de plus, la devise «éligibilité du commandement» devant s'étendre aussi à l'infanterie, Thiers aurait été d'un seul coup privé de son arme essentielle, les officiers contre-révolutionnaires. Pour réaliser ce projet, il manquait une organisation de parti, ayant ses hommes dans toutes les unités militaires. En un mot, l'éligibilité avait dans ce cas pour tâche immédiate non pas donner aux bataillons de bons commandements, mais les libérer de commandants dévoués à la bourgeoisie. L'éligibilité servit de coin pour scinder l'armée en deux parties suivant la ligne de classe. Ainsi les choses se passèrent chez nous à l'époque du Kerensky, surtout à la veille d'Octobre.

Mais la libération de l'armée du vieil appareil de commandement amène inévitablement l'affaiblissement de la cohésion d'organisation, et l'abaissement de la force combattive. Le commandement élu est le plus souvent assez faible sous le rapport technico-militaire et en ce qui touche le maintien de l'ordre et de la discipline. Ainsi, au moment où l'armée se libère du vieux commandement contre-révolutionnaire qui l'opprimait, la question surgit de lui donner un commandement révolutionnaire, capable de remplir sa mission. Et cette question ne peut aucunement être résolue par de simples élections. Avant que les larges masses de soldats acquièrent l'expérience de bien choisir et de sélectionner des commandants, la révolution sera battue par l'ennemi, qui est guidé dans le choix de son commandement par l'expérience des siècles. Les méthodes de démocratie informelle (la simple éligibilité) doivent être complétées et dans une certaine

partie remplacées par des mesures de sélection d'en haut. La révolution doit créer un organe composé d'organiseurs expérimentés, sûrs, dans lesquels on peut avoir une confiance absolue, lui donner pleins pouvoirs pour choisir, désigner et éduquer le commandement. Si le particularisme et l'autonomisme démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

Le Comité central de la Garde nationale puisa son autorité dans l'éligibilité démocratique. Au moment où le Comité central avait besoin de développer au maximum son initiative dans l'offensive, privé de la direction d'un parti prolétarien, il perdit la tête, se hâta de transmettre ses pouvoirs aux représentants de la Commune, qui avait besoin d'une base démocratique plus large. Et ce fut une grande erreur, dans cette période, de jouer aux élections. Mais une fois les élections faites et la Commune réunie, il fallait concentrer d'un seul coup et entièrement dans la Commune et créer par elle un organe possédant un pouvoir réel pour réorganiser la Garde nationale. Il n'en fut pas ainsi. A côté de la Commune élue restait le Comité central; le caractère d'éligibilité de ce dernier lui donnait une autorité politique grâce à laquelle il pouvait faire concurrence à la Commune. Mais cela le privait en même temps de l'énergie et de la fermeté nécessaires dans les questions purement militaires, qui, après l'or-

ganisation de la Commune, justifiaient son existence. L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne **sont qu'une des armes** entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'un main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des

condres - du scepticisme - résultat de plusieurs duperies et désenchantements. Aussi, les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. Les ouvriers français ont besoin d'une organisation d'action, forte comme l'acier avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire.

Combien de temps l'histoire nous donnera-t-elle pour nous préparer? Nous ne le savons pas. Durant cinquante ans la bourgeoisie française détint le pouvoir entre ses mains, après avoir érigé la Troisième République sur les os des communards. Ces lutteurs de 71 ne manquaient pas d'héroïsme.

Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. C'est pourquoi ils ont été vaincus. Un demi-siècle s'écoula, avant que le prolétariat de France pût poser la question de venger la mort des communards. Mais, cette fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement.

(Zlatoust, 4 février 1921)

(1) cf «Appel commun», 29/5/21
<https://www.commune1871.org/nos-actualites/actualites/1273-communique-29-mai-2021-vive-la-commune>

Kazakhstan : les grèves et les émeutes font vaciller le régime

Le mouvement de protestation et de révolte qui touche le pays depuis une semaine, a été déclenché par la décision soudaine des autorités de doubler le prix du gaz et de l'essence ; dès cette annonce des manifestations de protestation de travailleurs et de chômeurs ont commencé à avoir lieu le dimanche matin 2 janvier dans la ville pétrolière de Janaozen, dans l'ouest du pays (région de Mangystau).

Dans la journée les actions de protestation (rassemblements, sit-in, etc.) gagnaient la grande ville portuaire voisine d'Aktau pour demander le retrait des augmentations –ou le doublage des salaires ! Le lendemain la protestation continuait à s'étendre malgré le déploiement de la police et de plus en plus d'entreprises cessaient le travail ; les réseaux sociaux diffusaient des scènes de fraternisation entre policiers et manifestants. Le 4 janvier, bien que le préfet

(l'« akim ») et le ministre de l'énergie aient annoncé la baisse du prix du gaz et de l'essence pour les habitants, la grève était quasiment générale dans toute la région (*oblast*) de Mangystau, où sont concentrées une partie des industries extractives du pays.

Toujours le 4 janvier, à l'autre bout du pays, les mineurs de la région de Karaganda se mettaient eux aussi en grève, tandis que les manifestations et les blocages se généralisaient dans pratiquement tout le Kazakhstan. En plusieurs endroits les manifestants s'attaquaient aux symboles du régime : statues de l'ancien autocrate Nazarbayev qui continue à tirer les ficelles en tant que président à vie du « Conseil de sécurité nationale », bâtiments officiels et même postes de police. Le départ de Nazarbayev et de ses créatures (y compris Tokaïev, le président actuel) était au centre des slogans.

Le régime a répondu d'une part en limogeant le gouvernement et Nazarbayev lui-même et d'autre part en décrétant l'état d'urgence ; il a déchaîné une répression sanglante, notamment dans la capitale économique Almaty dans la nuit de mercredi à jeudi (plus de cent morts selon le ministère de la santé). Face à l'explosion sociale le président demandait l'aide de la Russie, aide accordée immédiatement : 3000 soldats russes, flanqués d'une poignée de militaires d'autres pays, arrivaient sur place dès le vendredi 7 janvier. Le même jour Tokaïev déclarait à la télévision qu'il avait « donné l'ordre de tirer pour tuer sans avertissement ». Le samedi les journalistes présents à Almaty faisaient encore état de tirs dans certains quartiers de la ville, mais le président affirmait que l'ordre constitutionnel était rétabli.

Il était rétabli dans le sang, aux dires mêmes des autorités : le 9 janvier le bilan officiel de la répression se montait à plus de 160 manifestants tués par bal-

(Suite en page 20)

Kazakhstan : les grèves et les émeutes font vaciller le régime

(Suite de la page 19)

les, à plusieurs milliers le nombre de blessés, et à 6000 arrestations.

Cet « ordre », c'est l'ordre capitaliste, sanctionné par tous les impérialismes ; si la Chine, dans un message de Xi Jinping a félicité Tokaïev pour les « mesures fortes » prises pour mater la révolte, les impérialismes occidentaux plus hypocrites ont appelé « toutes les parties » à « la retenue », mettant sur le même plan les manifestants et les meurtrières forces de répression ; personne n'a protesté contre l'intervention russe. C'est que le Kazakhstan, riche en pétrole et autres minerais, a enregistré des investissements importants des sociétés occidentales, y compris américaines : redoutant toutes des troubles sociaux qui pourraient mettre leurs capitaux en péril, elles voient dans l'intervention russe une garantie contre ce danger...

Depuis plusieurs années le Kazakhstan, pays géographiquement étendu mais peu densément peuplé (17 millions d'habitants) et qui occupe une position stratégique en Asie centrale, a connu une forte croissance économique, basée sur le pétrole et le gaz (en dépit de certains déboires dans son rêve de devenir le Koweït de l'Asie centrale). Il en avait d'ailleurs profité pour s'émanciper de la domination russe ; il s'était rapproché de la Chine et de l'Occident, signant entre autres un accord militaire avec l'Italie qui est l'un de ses premiers clients puis avec les Etats Unis ; il s'était aussi rapproché de la Turquie en intégrant l'« Organisation des Etats Turciques », un embryon d'alliance des pays turcophones de l'ex-URSS avec Ankara. Le président Turc Erdogan a d'ailleurs téléphoné à Tokaïev le 6 janvier pour l'assurer de son soutien et lui proposer « son expérience et son expertise technique » ; mais l'expérience et l'expertise du parrain russe sont bien supérieures...

Les prolétaires n'ont guère profité de la prospérité économique ; le régime n'a cessé d'user de la répression contre toute tentative de lutte et d'organisation indépendante des travailleurs ; les brutalités policières et la torture sont courantes. En 2011 il avait réprimé brutalement à Janaozen la grève des travailleurs du pétrole pour l'amélioration de leurs conditions : la police avait tiré sur les manifestants grévistes, faisant au moins 16 morts.

Certains analystes y compris en Occident, prétendent que les troubles actuels sont au moins en partie causés

par des rivalités internes au régime. Il est tout à fait possible qu'il y ait des tentatives de règlements de compte entre cliques bourgeoises à la faveur des événements actuels ; mais il est indéniable que leur cause est la situation de plus en plus intolérable des prolétaires et des couches pauvres, dans une situation de crise économique qui entraîne licenciements (40 000 licenciements dans le champ pétrolier de Tengiz en décembre, d'autres étant prévus) et inflation (officiellement 8% mais en réalité nettement plus). Le caractère prolétarien de la révolte est démontré s'il le fallait par le fait qu'elle est partie d'un mouvement de grève sur des revendications d'amélioration des conditions de vie et de travail et d'augmentation des salaires. Les petits bourgeois démocrates indiquent aux prolétaires l'objectif d'un « Kazakhstan démocratique », débarrassé de la clique au pouvoir ; certains pseudo-socialistes comme les néostalinien du « Mouvement socialiste du Kazakhstan », revendiquent le retour à la Constitution de 1993, censée être plus démocratique.

Mais ce n'est pas pour un simple changement de façade du régime que les prolétaires doivent lutter, car, en laissant intact le mode de production capitaliste, un tel changement ne modifierait pas leur sort. La lutte pour les libertés politiques et syndicales est sans doute nécessaire, mais à condition qu'elle s'inscrive dans la lutte contre le capitalisme qui les exploite et les réduit à la misère. Seule la lutte de classe prolétarienne peut avoir la force d'en finir avec le capitalisme, en unissant les prolétaires par-dessus les frontières : c'est ce que redoutent bourgeois et petits bourgeois démocrates...

L'explosion sociale actuelle a fait vaciller le régime, elle a montré la puissance de la classe ouvrière et la gravité des tensions sociales accumulées sous le capitalisme ; demain la lutte révolutionnaire des prolétaires du Kazakhstan, de Russie et de tous les pays, sous la direction de leur parti de classe international, renversera tous les régimes capitalistes assassins, et vengera leurs victimes innombrables. Alors que la crise économique pousse inexorablement les prolétaires à la révolte, c'est la perspective qui doit les guider dans leurs luttes, au Kazakhstan et partout !

10/01/2022

(1) Nous reprenons les informations du site socialismkz.info

Lisez, diffusez, soutenez
la presse internationale
du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme communiste» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al «el programa comunista»
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «Proletarian» : Supplément en anglais à «le prolétaire»

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Cinquième liste 2021 : Daniel: 555,50 / Paris: 300,00 / Victor: 40,00
Total liste: 895,50

Total général 2021: 4757,50

Première liste 2022 : Claude: 7,50 / François: 12,50 / Paris: 900,00 / Roland: 6,00 / Victor: 25,00 /
Total liste: 951,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus / Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter. **Imprimé par nos soins.**